

la Révolution prolétarienne

Revue mensuelle Syndicaliste Révolutionnaire

DANS CE NUMÉRO :

LE PRÉSENT ET L'AVENIR DE L'ESPAGNE

LE CAMP OUVRIER ET LE CAMP BOURGEOIS

par L. NICOLAS

Les possibilités d'une économie socialiste en Espagne

par R. LOUZON

LES CONGRÈS OUVRIERS

AVANT LE CONGRÈS DE LA C.G.T.U. :

RÉPONSE A LOSOVSKI

par F. CHARBIT

LE CONGRÈS DE L'ENSEIGNEMENT

par B. GIAUFFRET

la Révolution prolétarienne

Revue mensuelle syndicaliste révolutionnaire
(Paraissant le 5)

54, rue du Château-d'eau — PARIS (10^e)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Six mois.... 20 fr. Un an..... 40 fr.

EXTERIEUR

Six mois.... 26 fr. Un an..... 50 fr.

Adresser la correspondance relative à la rédaction à R. LOUZON, quartier du Calvaire, Vence (Alpes-Maritimes).

Adresser la correspondance relative à l'administration à BARAT, 54, rue du Château-d'Eau, Paris (10^e).

(Utiliser pour les envois de fonds notre compte de chèques postaux : « Révolution Prolétarienne » 734-99 Paris.)

XX

La Ligue Syndicaliste

La Ligue Syndicaliste se propose :

1^o De travailler à la réalisation de l'unité syndicale, à la reconstitution d'une seule C.G.T. et d'une seule Internationale syndicale ;

2^o De sortir les deux C.G.T., l'une de l'ornière de la collaboration gouvernementale, l'autre de l'ornière de la collaboration politique, pour les ramener dans la voie de l'indépendance syndicale hors de laquelle l'unité est impossible ;

3^o De faire prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser dès maintenant le maximum d'action commune contre le patronat et contre l'Etat ;

4^o De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, et en préconisant la formation de Cercles d'études syndicales ;

5^o De maintenir vivant le précepte de la Première Internationale d'après lequel l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

SON FONCTIONNEMENT

La Ligue Syndicaliste groupe des syndiqués des deux C.G.T. et des organisations autonomes. Elle ne peut accepter l'adhésion d'organisations syndicales. Les ressources de la Ligue sont constituées par des cartes annuelles de membre vendues 5 francs et par des timbres vendus 1 franc.

Adresser toutes communications relatives à la **Ligue Syndicaliste**, à son secrétaire : Maurice CHAMBELLAND, 54, rue du Château-d'Eau, Paris-X^e.

SOMMAIRE :

LES FAITS DU MOIS.

ENCORE A PROPOS DES CRISES :

La crise n'est pas un phénomène réversible. — Pour éclairer la question. — Pourquoi une « culotte » générale ? — Le chômage aux Etats-Unis R. L.

EMILE POUGET R. L.

LA SITUATION POLITIQUE DE L'ESPAGNE (à suivre) L. Nicolas.

L'AVENIR DE L'ESPAGNE..... R. Louzon.

REPONSE A LOSOVSKI..... F. Charbit.

IMPRESSIONS DE LIMOGES..... B. Giauffret.

FAITS ET DOCUMENTS :

La misère allemande. — La situation des noirs dans l'Afrique du Sud. — Les négociations franco-soviétiques. — La révolte au Congo belge.

ENTRE NOUS.

Abonnements de soutien. — Souscription.

LES FAITS DU MOIS

D'ÉCONOMIQUE

LA CRISE DEVIENT POLITIQUE

Le fait qui a dominé toute l'histoire de cet été a été le passage de la crise du domaine économique dans le domaine politique. La crise s'est transporté du domaine des « affaires » dans celui de l'Etat ; au lieu que soient touchées les diverses entreprises, prises isolément, c'est le système général de la circulation et de l'échange lui-même qui a été frappé. Cette évolution s'est propagé, de proche en proche, à travers quatre pays : l'Autriche, l'Allemagne, l'Angleterre et les Etats-Unis.

Elle a commencé en Autriche, petit pays, peu industriel, mais vieux centre bancaire. C'est la faillite du Creditanstalt, la plus importante des banques autrichiennes, qui a tout déclenché. Pourquoi cela ? Parce que le Creditanstalt c'était Rothschild.

Tout le système financier du vieil empire austro-hongrois reposait sur Rothschild, « empereur non couronné » d'Autriche-Hongrie. La jeune République autrichienne a hérité de cette situation. Le Creditanstalt était la banque des banques d'Autriche : pas de banque, pas d'industrie, pas de commerce qui n'en dépendaient directement ou indirectement. L'éroulement du Creditanstalt eut été l'éroulement de tout le capitalisme autrichien : le Creditanstalt ne pouvait s'érouler. L'Etat autrichien vint donc à son secours. Les finances de l'Etat furent employées à renflouer la banque du Rothschild autrichien. Mais, pour ces colosses, quand il y a un trou, il est de taille. Le petit Etat autrichien fut obligé de s'employer à fond afin de pouvoir étayer le colosse. Et il n'y parvint qu'en faisant appel aux autres Etats : il emprunta à l'Angleterre pour sauver son banquier.

Ainsi, première conséquence : l'Etat intervient pour soutenir une économie privée ; il est amené à substituer sa propre garantie à celle d'un magnat défaillant, et cela, non pour quelques millions, non pour un petit secours de bienfaisance à l'instar de ceux consentis par l'Etat français à la banque Adam, à la Compagnie Transatlantique, etc., mais pour des sommes considérables qu'il est obligé d'emprunter au dehors, et pour le prêt desquelles il lui faut entrer en négociations politiques avec l'étranger. Par là, la crise commence à perdre son caractère privé, pour devenir affaire publique.

La faillite du Creditanstalt va avoir aussi une autre conséquence.

Le Creditanstalt n'était naturellement pas une

affaire purement autrichienne. Comme toutes les grandes banques elle avait des ramifications dans toute l'Europe. Il n'était pas un grand institut bancaire avec lequel elle ne se trouvait en compte. Sa défaillance a donc des effets directs sur la situation d'un grand nombre d'établissements, et d'établissements de premier ordre. Mais elle a une conséquence indirecte encore beaucoup plus importante. Le Creditanstalt, avons-nous dit, c'était Rothschild. Or, si Rothschild fait faillite, qui ne fera pas faillite ? Si on ne peut plus avoir confiance en Rothschild, en qui va-t-on pouvoir encore avoir confiance ?

La confiance des capitalistes, déjà fortement ébranlée par 18 mois de crise industrielle, commence à disparaître complètement. On se livre à un examen critique serré des établissements où l'on a ses fonds, et s'il y a le moindre doute, on retire ses fonds.

Nous arrivons ainsi au second acte du drame.

Si tout le système financier de l'Autriche reposait sur une banque, le Creditanstalt, tout le système financier de l'Allemagne repose sur trois banques, les banques D, du nom de la première lettre de leur nom : la Danat Bank, la Dresdner Bank et la Deutsche Bank. Or, voici qu'en juillet, l'un de ces trois colosses, la Danat, saute, et l'un des deux autres, la Dresdner, menace de faire de même. Ebranlement plus important encore pour l'Allemagne que ne l'était la chute du Creditanstalt pour l'Autriche. Plus encore que l'Etat autrichien, l'Etat allemand est obligé d'intervenir. Mais il ne peut pas, comme l'Autriche, renflouer ses banques avec de l'argent emprunté au dehors : le trou est trop gros, personne ne veut marcher. Son délégué Luther a beau parcourir l'Europe en avion, il peut tout juste obtenir des banques étrangères qu'elles n'aggravent point la crise en exigeant à l'échéance le remboursement des sommes qu'elles ont prêtées, mais il ne peut obtenir aucun nouveau prêt. Dans ces conditions, l'Etat allemand doit recourir à des mesures de guerre, à un véritable état de siège économique : les banques sont fermées, les Bourses sont fermées, les Caisses d'épargne ne remboursent plus. Tout le système de circulation monétaire, d'échange et de crédit, est ainsi, par mesure d'Etat, temporairement frappé de paralysie. Du plus gros des commerçants qui ne peut plus faire escompter ses traites, jusqu'à la ménagère qui voudrait retirer quelques sous de la Caisse d'épargne pour parer à la mise en chômage de son mari, tout le monde est frappé. La faillite d'une banque est devenue la faillite pour tous.

Cependant, si la circulation monétaire se trou-

ve ainsi paralysée, son instrument, la monnaie, subsiste telle quelle. Les billets de la Reichsbank gardent leur valeur. On ne peut que difficilement en obtenir, mais ceux qu'on a ont toujours la même valeur : le billet d'un mark continue à valoir un mark.

Il revenait à l'Angleterre de faire un pas de plus.

Si la situation des banques autrichiennes et allemandes était de nature à inspirer de la méfiance, en Angleterre c'était toute la situation du pays qui devait en inspirer.

Malgré ses considérables dépenses de guerre, l'Etat anglais, afin de ne pas toucher aux intérêts de ses banquiers et de ses propriétaires fonciers, et aussi en vertu de ce sot orgueil si caractéristique de la bourgeoisie d'outre-manche, s'était refusé à réduire sa dette. Il entendait faire le service des emprunts qu'il avait contractés, à leur vraie valeur, au moyen de livres-sterlings or, de livres-sterlings valant autant que celles que lui avait versées ses prêteurs. Charge impossible pour un pays en état de décadence industrielle.

Alertés par les faillites en Europe centrale, les capitalistes commencèrent à prendre conscience de ce fait, et ce fut alors la « fuite devant la sterling ». Tous les possesseurs de billets de la Banque d'Angleterre se mirent à en demander le remboursement, soit en or, soit dans une autre monnaie. Ce n'est plus alors une banque privée, c'est cette fois, la Banque d'Etat, la Banque d'Angleterre, qui est directement touchée.

On crut d'abord pouvoir endiguer le flot par des palliatifs : on emprunta à l'étranger, en France et aux Etats-Unis, on fit trahir à Mac Donald son parti et sa classe pour établir, d'accord avec les pires réactionnaires, des mesures fiscales draconiennes contre les travailleurs. Rien n'y fit. Les retraits d'or continuèrent de plus belle. La coalition des lords, des banquiers et des traîtres ne parvint point à restaurer la confiance en un pays qui manifestement allait à la faillite. Et l'immonde coalition qui s'était constituée, soi-disant pour « sauver la livre », dut décréter la mort de la livre : le cours forcé fut établi, et la livre perdit aussitôt 20 % de sa valeur. La transformation de la crise privée en crise publique atteignait ainsi son apogée.

Il est un quatrième acte, qui n'est qu'amorcé, et sur la véritable importance duquel il est encore trop tôt pour se prononcer. Il a, comme théâtre, les Etats-Unis.

Ces derniers jours, à la suite d'importants retraits d'or opérés par l'étranger, et d'une recrudescence des faillites de banques américaines, Hoover, d'accord avec les principaux chefs de son Parlement, décida la création d'un nouveau grand institut bancaire, sorte de superbanque,

chargé de venir au secours des banques privées en difficultés.

Comment leur viendra-t-il au secours ? En fournissant aux banques qui n'ont pas assez d'argent de l'argent emprunté à celles qui en ont de trop, ainsi qu'on le prétend ? Ou, au contraire, en émettant, plus ou moins indirectement, des billets qui ne seraient pas aussi fortement gagés que les billets actuels, ce qui pourrait amener une baisse de la valeur du billet de banque américain, c'est-à-dire du dollar ? Il est difficile, pour le moment, de le savoir.

Mais si les Etats-Unis eux-mêmes, les grands profiteurs de la guerre, l'actuelle avant-garde de l'économie capitaliste, ne pouvaient faire face à la crise économique que par une dépréciation de leur monnaie, cela en dirait long sur le degré de déséquilibre auquel, de par sa croissance même, le système capitaliste est aujourd'hui parvenu.

LA RIPOSTE OUVRIÈRE

On pose la question : la crise actuelle est-elle une crise cyclique, ou une crise de régime ? — C'est là quelque chose qui ne veut rien dire : il n'est point de crise qui soit, par elle-même, une crise de régime. Les faussaires attirés du marxisme, les social-démocrates allemands, ont créé la légende que le capitalisme s'effondrerait de lui-même, un beau jour, en vertu de ses contradictions internes. D'où l'idée d'une « crise de régime », qui mettrait fin, par elle-même, au régime capitaliste.

Il ne saurait y avoir de conception plus fausse. Le capitalisme peut être bourré d'autant de contradictions qu'on voudra, celles-ci pourront accroître leurs ravages, toutes les catastrophes financières, économiques et autres pourront s'abattre sur le capitalisme... celui-ci n'en continuera pas moins à subsister, s'il n'y a personne pour le pousser à la tombe et prendre sa place. Si le prolétariat ne renverse pas le capitalisme, aucune crise ne mettra fin au capitalisme ; celui-ci se prolongera simplement dans un chaos et une anarchie de plus en plus prononcée. Il ne saurait donc exister de crise de régime en soi.

Par contre, il est évident que toute crise est un moment particulièrement favorable pour que le prolétariat tente de renverser le capitalisme. La « crise de régime » sera la crise, quelle qu'elle soit, grave ou bénigne, cyclique ou non cyclique, qui trouvera la classe ouvrière résolue à profiter des circonstances pour faire sa révolution.

Or les très graves événements que nous avons plus haut signalés, n'ont amené que des réactions très faibles de la part de la classe ouvrière.

En Allemagne, le coup de tonnerre de la fermeture des banques, en affolant la petite bourgeoisie, et la fermeture des caisses d'épargne, en

exaspérant la classe ouvrière, eussent semblé devoir amener une vigoureuse réaction communiste. Celle-ci a été nulle.

La situation actuelle de l'Allemagne est d'ailleurs fort curieuse. On dirait que malgré sa marche accélérée, mais fort récente, dans la voie de la grande industrie et du capitalisme, l'Allemagne ne parvient point à se défaire de ces traditions d'anarchie féodale qui ont été si fortement enracinées chez elle. On se croirait encore presque à l'époque de la guerre de Trente Ans. Les conflits qui, chaque dimanche, mettent aux prises communistes et nationaux-socialistes, évoquent beaucoup plus les conflits des guelfes et des gibelins, ou même plutôt ces duels qui mettent aux prises les membres des divers clubs d'étudiants, que des batailles de classes. On a l'impression de gamins batailleurs qui se forment en clans ennemis afin de pouvoir se livrer à leur sport favori, plutôt qu'à des classes qui s'affrontent.

En Angleterre la réaction a été un peu plus importante, bien qu'entourée de toutes les formes habituelles à ces gentlemen respectables, et bien que tout le monde jure de ne point quitter le terrain constitutionnel.

Cependant, si nulle part la riposte ouvrière n'a pris un caractère bien vif, si nulle part elle n'a égalé par exemple les grands mouvements sociaux qui ont succédé à la crise de 1847, elle s'est néanmoins manifesté un peu partout par une certaine réaction contre les endormeurs de la social-démocratie.

En Allemagne, par sa soumission totale à toutes les mesures anti-ouvrières et dictatoriales de Brüning, la social-démocratie a amené une rébellion dans ses propres rangs. Ses éléments de gauche l'ont quitté pour fonder un nouveau parti. Nous ne connaissons pas suffisamment les hommes qui sont à sa tête, ni, avec assez de précision, les circonstances qui lui ont donné naissance, pour formuler un avis sur son avenir. Sa constitution n'en est pas moins un symptôme.

En Angleterre, l'Independent Labour Party, qui se place à l'aile gauche du Labour Party, et qui a vu les événements de ces dernières semaines confirmer remarquablement toutes les critiques qu'il avait dirigées contre le gouvernement travailliste depuis que celui-ci était au pouvoir, accentue son opposition à l'égard de la politique générale du Labour Party. Nous pensons cependant qu'il commettrait une très grosse faute s'il poussait son opposition jusqu'à la rupture. Le Labour Party, c'est-à-dire, en fait, les trade-unions, c'est la classe ouvrière britannique elle-même. On ne se sépare pas de la classe ouvrière. Que nos camarades de l'Independent Labour Party luttent avec ardeur, avec violence même, pour amener les trade-unions à mettre sur leurs

drapeaux, selon le mot de Marx, non plus : un bon salaire pour une courte journée de travail, mais l'« abolition du salariat », c'est leur devoir de socialiste ! Mais cette lutte, qu'ils la mènent au sein même du Labour Party ; on ne convaincra point la classe ouvrière en se dressant contre elle.

En France, enfin, il faut mettre aussi sur le compte de la crise, les résultats du Congrès de Japy. La crise démentait d'une manière trop frappante toutes les pseudo-théories ressassées depuis dix ans par Jouhaux et consorts, théories selon lesquelles la constitution d'un néo-capitalisme, trustant, cartellisant, et rationalisant, conduisait à l'équilibre économique et à l'amélioration du sort des travailleurs, pour que, même les suiveurs les plus endurcis, ne commencent à se cabrer. Si les discours de Dumoulin et de Digat contre la politique de la « présence » ont tellement remué le Congrès, c'est qu'ils avaient pour eux l'autorité des faits. Leur argumentaire, qu'ils l'aient explicitement voulu ou non, s'appuyait sur la crise.

Depuis dix ans la classe ouvrière européenne souffre avant tout de ce fait, qu'elle ne possède pas de mouvement révolutionnaire propre. Ce qui lui en tient lieu, le mouvement communiste, est un mouvement bureaucratique et d'importation, qui disparaîtrait du jour au lendemain si la bureaucratie soviétique cessait de le subventionner et de le commander. Si la crise actuelle donnait naissance à un véritable mouvement ouvrier révolutionnaire, issu de la classe ouvrière elle-même, et dans chaque pays, de la classe ouvrière du pays lui-même, la crise aurait rempli son rôle de crise : elle aurait accru la capacité révolutionnaire du prolétariat.

SERAIT-CE DÉJÀ LA GUERRE DU PACIFIQUE ?

En dehors de la crise et de ses conséquences, l'événement de ces temps derniers, assez inattendu d'ailleurs, est l'offensive japonaise en Mandchourie.

Assez inattendu car l'actuel gouvernement du Japon, est, contrairement à ses prédécesseurs, le représentant de la tendance de non-intervention en Chine, comme d'ailleurs, le ministère de gauche de Viviani en France et le cabinet libéral de Asquith en Angleterre, étaient, en 1914, les représentants officiels du « pacifisme ».

Au début le gouvernement japonais a semblé vouloir rejeter sur le dos des « militaires » l'initiative des opérations. Mais comme il n'a pris aucune mesure contre eux, qu'il les a laissés bombarder des villes chinoises, même situées en dehors du chemin de fer, au lendemain même du jour où il assurait la S.D.N. qu'il allait reti-

rer ses troupes, il faut bien admettre qu'il a été le complice de l'attentat commis par ses généraux, si même il n'en est point l'auteur principal. Il est probable qu'en faisant courir le bruit que son général en chef avait agi de lui-même, il se ménageait simplement une porte de sortie pour le cas où l'Amérique aurait fait sonner le branle-bas sur ses cuirassés. Mais l'Amérique n'ayant jusqu'ici à peu près pas bougé, les ministres responsables n'ont pas désavoué leurs généraux.

Il faut reconnaître que le moment est vraiment bien choisi pour tenter la grande opération de conquête de la Chine du Nord que le Japon poursuit avec une inlassable ténacité depuis plus d'un quart de siècle.

La Chine vient de voir son artère maîtresse, sa région la plus riche et la plus peuplée, la vallée du Yang Tse Kiang, ravagée par l'une des inondations les plus effroyables que l'on ait jamais vues. Quant au grand adversaire, celui devant lequel le Japon a toujours jusqu'ici reculé, les Etats-Unis, l'intensité de la crise économique et financière qui les frappe est telle qu'elle semble devoir leur déconseiller le risque d'une guerre.

Il reste, il est vrai, la Russie. Mais depuis que celle-ci s'est conduite, il y a deux ans, sur le chemin de fer nord-mandchou, exactement comme le Japon est en train de le faire sur le che-

min de fer du sud, depuis que, répudiant l'engagement solennel pris par la révolution d'octobre d'abandonner toutes les concessions czaristes, et notamment le chemin de fer de l'est chinois, elle a bombardé, mitraillé, massacré des milliers de chinois en Mandchourie du nord, pour conserver les droits du czar, elle est sans force, car sans crédit, pour défendre l'indépendance chinoise.

Lorsque l'U.R.S.S. n'avait point complètement encore abandonné les principes de l'internationalisme prolétarien pour prendre ceux de l'impérialisme czariste, elle pouvait s'unir avec la Chine et constituer cette force redoutable qui, du petit gouvernement de Canton a fait le maître du Yang Tsé et de Pékin. Mais aujourd'hui que cette union est devenue impossible, il ne reste à l'U.R.S.S. que l'arme des manifestes grandiloquents, et sans rapports avec la situation. D'ailleurs, si elle crie trop fort, le Japon sait bien qu'il n'aura pour la faire taire, qu'à lui offrir une part des dépouilles !

Le monde blanc ploie aujourd'hui sous le poids de la crise. L'avant-garde du monde jaune en profite pour tenter de lui enlever ce marché chinois dont la maîtrise lui est indispensable pour qu'il puisse conserver sa place de maître du monde. Le monde blanc se laissera-t-il définitivement faire ? Et sinon, le Japon reculera-t-il ? Ou bien sera-ce déjà la grande guerre prévue, la guerre du Pacifique ?

Encore à propos des crises

La crise n'est pas un phénomène réversible

En relisant les lettres de camarades publiées dans le dernier numéro de la R. P. je m'aperçois que j'ai oublié de répondre sur un point important.

On me dit : si le manque de main-d'œuvre est la cause des crises, dès que celui-ci cesse, que le chômage apparaît, la crise doit prendre fin.

C'est inexact, car il ne s'agit pas ici, comme disent les hommes de science, d'un phénomène « réversible », à la manière de ceux qu'étudie la physique, mais d'un phénomène « irréversible », comme certaines maladies qui, à la différence des phénomènes physiques, ont la propriété de subsister bien après que la cause qui les a engendrés a disparu.

Par exemple, sous l'influence d'une élévation de la température, de l'eau va se transformer en vapeur, mais si la température redevient ce qu'elle était auparavant, cette vapeur va immédiatement se retransformer en eau. Tout au contraire, si vous attrapez une fluxion de poitrine parce que vous avez eu froid, vous aurez beau ne plus avoir froid, la fluxion de poitrine n'en continuera pas moins à se développer, à évoluer selon son rythme propre. Bien que le froid qui l'a causée ait depuis longtemps disparu.

Eh bien ! les crises économiques rentrent dans le cas des phénomènes de la seconde catégorie et non dans le cas de ceux de la première. De même que le froid « déclenche » la fluxion de poitrine, le manque de main-d'œuvre « déclenche » la crise, et celle-ci, une fois déclenchée, se poursuit, chacun des phénomènes qui la constitue entraînant par là-même le suivant, alors que le fait initial, celui qui a déclenché toute la suite, a depuis longtemps cessé d'exister.

On peut même pousser plus loin la comparaison. On peut remarquer que le froid qui a causé la fluxion de poitrine amène de la fièvre, c'est-à-dire son contraire : une haute température : la conséquence du froid sera donc le chaud. Or, de même, la pénurie de main-d'œuvre qui déclenche la crise économique produit son contraire : le chômage.

Mais, pas plus que du fait que le malade a chaud on ne peut prétendre que ce n'est pas le froid qui l'a rendu malade, on ne peut prétendre que du fait que la crise économique est caractérisée par le chômage, ce n'est pas le manque de main-d'œuvre qui l'a causée.

Le chômage aux Etats-Unis

J'avais indiqué dans mes réponses que les statistiques de l'*American Federation of Labor* présenteraient un grand intérêt pour la question qui nous occupe. Malheureusement, j'ai appris depuis, que les statistiques de l'*A. F. of L.* ne remontent pas plus loin que l'année qui a précédé l'actuelle crise, si bien qu'on ne peut y suivre l'évolution du chômage pendant tout le cycle.

Pour éclairer la question

A côté des objections écrites qu'a publiées la R. P., plusieurs camarades m'ont fait des objections verbales. A l'un d'eux qui me demandait ironiquement de lui expliquer pourquoi il allait être mis en chômage du fait que son patron n'avait pas assez trouvé d'ouvriers, je répondis de la manière suivante qui lui parut éclaircir la question, et qu'il me demanda de publier. Voici :

Suppose que ton patron qui faisait d'énormes bénéfices et qui les employait jusque là pour agrandir son affaire, ne puisse plus l'agrandir parce qu'il ne trouve plus personne à embaucher, que va-t-il faire de ses bénéfices ? Il est bourgeois, il faut donc à tout prix que son argent lui rapporte ; puisque ses bénéfices ne peuvent plus rien lui rapporter s'il les

laisse dans son affaire, il va essayer de les faire rapporter d'une autre manière, en les utilisant pour jouer à la Bourse par exemple. Or, un jour, il ramasse à la Bourse une culotte monstre, telle que le montant des bénéfices qu'il a employé à jouer à la Bourse, ne suffit pas pour faire face à ses pertes. Il lui faut, pour y faire face, taper dans la caisse de son affaire, et réduire ainsi son fonds de roulement, voire même vendre une partie de son matériel. Il est dès lors obligé de réduire ses affaires, et de renvoyer un certain nombre de ses ouvriers, ce qui fait que c'est bien parce qu'à un moment donné ton patron n'a pas trouvé assez d'ouvriers que tu risques d'être débauché, et ton chômage peut durer tant que les bénéfices que le patron fera sur le dos des ouvriers qu'il conserve, et que, cette fois, il laissera dans son affaire, ne lui auront pas permis de reconstituer celle-ci sur le même pied qu'auparavant.

Supposé maintenant que cette histoire arrive à tous les patrons à la fois, — et ce n'est pas là une supposition gratuite puisque le fait originel, l'absence de nouveaux ouvriers va se produire pour tous en même temps — et tu as la crise,

avec bien entendu, toutes les aggravations qui résulteront de ce que la crise de chacun se répercutera sur celle des autres (réduction des débouchés, etc...)

Pourquoi une « culotte » générale ? Il reste cependant un point à expliquer, c'est que toutes les « culottes » à la Bourse se se produisent en même temps, autrement dit : quelle est la raison de la crise boursière qu'on trouve toujours à l'origine de la crise économique.

La raison profonde, je l'ai indiquée dans mon article : c'est le déséquilibre dans lequel l'existence de ces capitaux employés à la spéculation et non à la production, donc donnant droit à des bénéfices bien que ne fournissant pas de plus-value, plonge tout le système capitaliste. Mais j'ai omis d'indiquer les formes concrètes (qui sont essentiellement d'ordre monétaire) sous lesquelles ce déséquilibre fait sentir son action. Je tâcherais de réparer cette omission à la première occasion.

R. L.

Emile POUGET

Emile Pouget, mort cet été, neuf ans après Griffuelhes, son cadet de beaucoup, restera l'une des figures les plus représentatives du mouvement ouvrier révolutionnaire français sous la III^e République.

Sa vie militante comporte deux phases : le « Père Peinard » et la fondation de la C.G.T., l'une prologue de l'autre.

*
**

Qu'on me permette un témoignage personnel. Tout jeune, porté par une force instinctive irrésistible vers le mouvement ouvrier, je dévorais tout ce que je trouvais, toute la littérature alors fort abondante publiée par les socialistes de toutes écoles : depuis les articles de Rochefort jusqu'au Manifeste Communiste et aux œuvres de Kropotkine. Un jour, au hasard d'un kiosque, je découvris le « Père Peinard ». Ce me fut une révélation. Pouget me révélait à moi-même mes propres idées, celles que, depuis lors, — imbécile indécrottable — je n'ai point quittées.

Le style particulier dans lequel étaient écrits les articles du « Père Peinard » constituait-il un véhicule particulièrement favorable pour les idées qu'il exprimait ? Peut-être. L'argot est une langue à la fois directe et imagée qui donne à la pensée une force singulière. Pourtant, lorsque, plus tard, Pouget écrivit dans le style académique, c'est avec la même force qu'il exprima les mêmes idées.

*
**

Dans son fond, la formation de la C.G.T. fut l'œuvre véritablement collective de toute la classe ouvrière française, elle fut le résultat des efforts de toute une pléiade de militants admirables, mais dans sa forme, elle fut l'œuvre de deux hommes : Griffuelhes et Pouget. Ce furent eux qui coulèrent dans le moule la riche subs-

tance que l'expérience ouvrière de chaque jour leur apportait.

Griffuelhes et Pouget, ils sont, à cette époque, aussi inséparables que le furent Lénine et Trotsky à l'époque d'Octobre. Chacun d'eux représente l'un des deux courants de militants dont la fusion fit le syndicalisme révolutionnaire : Griffuelhes, d'origine blanquiste, tout entier tourné vers l'action, Pouget, d'origine anarchiste, plus occupé des principes. L'un, synthétique, voyant l'essentiel, le voyant profondément, mais par cela même, sous une forme pas toujours parfaitement accessible à autrui ; l'autre, analyste, éclaircissant les questions jusqu'à ce qu'elles soient complètement compréhensibles pour tous.

C'est de cette époque que datent les écrits de Pouget qui font de lui le classique du syndicalisme révolutionnaire : ses brochures et ses articles de la « Voix du Peuple ».

Classique, il l'était profondément. Il en avait les deux qualités maîtresses : l'idée claire et la logique. C'est ce qui fit de lui un grand révolutionnaire. La logique est l'arme par laquelle les vieilles institutions sont sapées ; les idées claires sont celles autour desquelles se rassemblent les classes.

Pouget se retira relativement jeune — à moins de 60 ans — de la vie militante active, aussitôt après la disparition du quotidien, « la Révolution », qu'il avait fondé avec l'aide financière de Francisco Ferrer. Est-ce coïncidence ? Sa retraite se produisit au moment même où ses deux qualités maîtresses, la clarté et la logique, allaient disparaître du mouvement ouvrier français.

Le mouvement ouvrier français reprendra son cours révolutionnaire le jour seulement où, se débarrassant du verbiage des catéchismes, il aura réacquis les qualités dont Pouget fut l'une des plus hautes expressions.

R. L.

Le camp ouvrier et le camp bourgeois

L'exposé qui suit n'est pas une étude approfondie de la situation en Espagne. J'ai trop vu de pèlerins rentrant de Russie après deux ou trois semaines de séjour et disant avec sang-froid les plus grandes stupidités sur le « monde nouveau » qu'ils avaient découvert. Je n'imiterai pas Bernard Shaw, « l'homme le plus intelligent du monde », établissant des jugements catégoriques sur un pays dont il ignore totalement la langue et où il a séjourné dix jours. De pareils exemples, j'ai au moins tiré l'enseignement de ne pas agir de la même façon quand je me trouve dans des situations analogues.

Je comprends assez l'espagnol pour pouvoir me mêler à la foule ouvrière et entendre, sans recourir à des intermédiaires, ce qu'elle veut et ce qu'elle redoute. Mais, tant d'autres difficultés se dressent devant une enquête sérieuse !

Au visiteur étranger, le Russe oppose, au cours des premières rencontres et pendant très longtemps, un silence méfiant coupé de quelques paroles ambiguës, qui permettent toujours au besoin d'être interprétées dans un sens favorable à l'autorité. Par contre, l'Espagnol parle avec abondance, très librement, semble-t-il, mais au moment où l'on croit commencer à comprendre l'enchaînement de ses idées, il vous sert un argument inattendu, renversant complètement vos déductions ; il y aura d'ailleurs toujours un repli de la pensée, une formule à double sens, qui permettra de justifier ce retour en arrière ; cela permet d'assister aux accouplements des tendances les plus disparates que l'on puisse imaginer : communistes, présidentielistes, c'est-à-dire partisans d'une forte autorité du Président de la République, socialistes défendant les couvents contre les prolétaires, monarchistes libéraux formant un groupement se targuant d'être au service de la République, anarchistes pour qui Démocratie et Anarchie se confondent, syndicalistes parlant avec emphase des libertés de la Catalogne, et tant d'autres choses qui, au premier moment, vous ébahissent. Après, on s'habitue.

En plus de ceci vient s'ajouter la diversité des régions, insoupçonnée par l'ouvrier moyen de France ou de Belgique ; toutes les observations faites pour la Catalogne doivent être complètement révisées lorsqu'il s'agit de l'Andalousie, elles ne s'appliquent plus du tout en Galicie, et sont à renverser totalement en Navarre. En outre, les divers groupements sociaux et politiques ont une tendance à se ramifier et à se différencier à l'infini, quand ils ne se déchirent pas tout simplement à belles dents. Ainsi le mouvement communiste espagnol, déjà très faible au point de vue numérique, se partage entre quatre tendances au moins ; les régionalistes catalans sont divisés en six tendances. Aussi tous les événements des derniers mois deviennent extrême-

ment compliqués du fait des heurts de ces divers groupements qui présentent les faits, chacun à leur façon.

D'autre part, il est difficile de se retirer dans le domaine plus sûr des chiffres, car la statistique n'est guère développée en Espagne, et de plus l'actuelle ébullition sociale ne permet pas à un observateur prolétarien de s'enfermer dans un cabinet de savant et d'apprécier avec sérénité la situation en confrontant les données fournies par les divers camps ennemis.

Ces réserves faites, j'offre néanmoins mes observations aux lecteurs de la R. P. S'il m'arrive de commettre des erreurs ce sera de bonne foi. Ce dont je réponds c'est de ne pas falsifier ce que j'ai vu ; si certains faits font perdre quelques illusions, attristent, désorientent au premier abord, qu'on ne cesse point de regarder le problème dans son ensemble, et on retrouvera ce qui permettra au prolétariat espagnol de marcher de l'avant malgré ses erreurs. Passer sous silence des difficultés, cacher des gaffes commises, sous prétexte de ne pas entamer l'enthousiasme, c'est participer à un « pieux mensonge » qui ne peut que porter préjudice au prolétariat. Je veux donc dans ce qui suit rester fidèle à la vérité ouvrière.

LE PROBLÈME RELIGIEUX

En incendiant les couvents, les éléments les plus actifs du prolétariat tentaient simplement d'en finir radicalement avec l'oppression que l'Eglise exerçait sur eux. Ils semblent avoir agi spontanément, sans plan préconçu, écoutant uniquement leur sentiment de classe. Peut-être les ouvriers les plus clairvoyants virent-ils là une occasion favorable pour détruire quelques dépôts d'armes et quelques locaux de réunion des réactionnaires.

L'influence de cette action directe de grand style persista longtemps après les événements.

Les luttes économiques qui se produisirent dans toute la période qui suivit ont repoussé le problème des couvents à l'arrière plan ; exception faite du conflit de la Corogne, il n'y eut plus de couvents brûlés, même au cours du soulèvement de Séville. A la Corogne l'expulsion violente des capucins chassés par la colère prolétarienne avait été causée par l'attitude provocante des jésuites d'une localité voisine. La classe ouvrière de la Corogne tout entière soutint la protestation des incendiaires en opposant une grève générale de 24 heures aux coups de fusils de la garde civile qui avaient blessé plusieurs prolétaires.

La bourgeoisie avait compris qu'en brûlant les couvents le prolétariat donnait un nouveau coup de balai aux éléments féodaux encore incrustés dans

quelques coins de la société bourgeoise ; mais les bourgeois craignaient qu'après avoir liquidé les moines le prolétariat ne prenne goût à la méthode et ne se retourne contre eux. Car, au point de vue économique, les 50.000 religieux qui habitent les 5.426 couvents d'Espagne ne sont pas que de très grands propriétaires terriens, ils sont aussi des capitalistes : les jésuites par exemple ont sous leur contrôle certaines banques comme celle d'Urquijo (capital : 126 millions de pesetas), et ils possèdent des capitaux dans des entreprises de transports comme les tramways de Madrid, la Compagnie Transméditerranéenne, ainsi que dans nombre d'exploitations minières.

La bourgeoisie fit donc donner son appareil policier, mais en même temps, elle chercha à agir par l'intermédiaire du Parti Socialiste sur la volonté de lutte du prolétariat. Non seulement des hommes importants de ce parti condamnèrent la forme violente du mouvement anti-monacal, mais nombre de ses militants s'engagèrent dans des gardes civiques volontaires, munies d'armes, dont certains détachements gardèrent des couvents d'accord avec les autorités, et à côté des forces policières régulières, jusque longtemps après ; un communiqué du Directeur de la Police licenciant le dernier de ces groupes reconnaît ces faits implicitement.

Toutefois, le gouvernement bourgeois jetait en même temps du lest devant la poussée révolutionnaire. Certaines des mesures qu'il concéda alors ont une valeur réelle : c'est ainsi que l'Eglise ne pourra plus avoir dorénavant de représentant dans le Conseil supérieur de l'Instruction Publique ; d'autre part, l'enseignement religieux cesse d'être obligatoire.

D'autres mesures qui n'avaient pourtant plutôt qu'un caractère symbolique ont cependant provoqué une grande colère de la droite. Evidemment, dans ce pays de tradition catholique, elles frappaient plus l'attention, bien qu'elles ne soient en réalité que le corollaire logique du décret sur la liberté des cultes. C'est ainsi que dorénavant les gouverneurs de provinces ne pourront plus participer officiellement aux offices religieux ; l'armée ne devra plus envoyer de délégations aux messes solennelles, et les soldats ne devront plus présenter les armes au passage du Saint-Sacrement.

Ces mesures déchaînèrent l'opposition violente du cardinal Segura, chef suprême des ecclésiastiques espagnols ; non seulement il lança une lettre pastorale, qui provoqua un grand émoi dans tout le clergé, mais il tenta de réunir celui-ci en une sorte de congrès clandestin à Guadalajara. Tout en y mettant des formes, le gouvernement fut obligé de l'expulser, ou plus exactement de le reconduire à la frontière avec toutes sortes d'honneurs ; ainsi l'Eglise catholique compte un martyr de plus, autour duquel elle fit grand bruit.

Les dernières menées du cardinal Segura avaient coïncidé avec d'immenses réunions catholiques dans les provinces basques, groupant 20.000 assistants à Pampelune et 12.000 à Estella. Ces régions qui constituent la Vendée espagnole sont pourtant loin d'être unanimes dans leurs sentiments réactionnaires ; aussi les trains et autobus ramenant les manifestants furent en de nombreux endroits accueillis à

coups de pierre. Néanmoins, le clergé y a, dans l'ensemble, le soutien des masses. Quand, au cours des dernières élections, on demandait aux paysans basques pour qui ils allaient voter, ils répondaient : « En faveur de Dieu ».

Cette situation a sa répercussion sur la question du régionalisme. Nombre de défenseurs d'une Espagne unitaire et centralisée prétendent en effet refuser l'autonomie à la Catalogne afin de ne pas être obligés d'accorder l'autonomie aux Basques et Navarrais, chez lesquels s'organiseraient alors impunément des foyers de réaction monarchiste.

Ces craintes sont tellement fortes que les régionalistes catalans ont renoncé à insérer dans leur statut la séparation de l'Eglise et de l'Etat, afin de ne pas fournir de prétexte aux Basques et Navarrais, pour introduire dans leur propre statut des dispositions exactement contraires. Cette précaution a d'ailleurs été inutile puisque l'Assemblée des municipalités basques vient de décider que l'« Estado » basque traitera directement avec Rome pour établir un concordat spécial.

En dehors de ces régions, le clergé espagnol n'a, pour l'instant, pas grande prise sur la population masculine ; mais son influence est encore très forte sur les femmes, quoique des associations culturelles féminines commencent à se former pour émanciper les esprits.

Toutefois, au cours des siècles, les moines ont réussi à se retrancher dans deux domaines, d'où il sera excessivement difficile de les déloger : les écoles et les hôpitaux.

On assure de source catholique qu'au cours des derniers 50 ans les moines ont donné l'instruction primaire à plus de 5 millions d'enfants ; en outre il y aurait, à l'heure actuelle, dans les collèges dirigés par les religieux, 25.000 élèves. Même en faisant la part de l'exagération, il n'en reste pas moins que l'élimination des moines de l'enseignement ne pourra être réalisée que si elle est accompagnée simultanément d'une formation en masse d'instituteurs nouveaux, sans quoi le niveau culturel, déjà très bas en Espagne, baisserait encore.

Les instituteurs en Espagne comptent d'ailleurs parmi les corporations arriérées ; la plupart en sont encore aux Amicales, et les plus progressifs songent seulement à adhérer à l'U.G.T. (Union Générale des Travailleurs, Centrale Syndicale Réformiste) ; la C.N.T. ne compte, dans ses rangs, parmi les instituteurs que quelques individualités.

Dans les hôpitaux, moines et religieuses occupent quantité de services ; si le gouvernement congédiait du jour au lendemain tous ces éléments confessionnels, bon nombre de malades ne pourraient être soignés. Ici encore, les syndicats ont un rôle immense à jouer en s'occupant de la formation rapide d'infirmiers et d'infirmières civiles pouvant remplacer avantageusement frères et béguines. Les médecins et les infirmiers se syndiquent au sein de la C. N. T. avec beaucoup plus de facilité que les instituteurs, mais, absorbés par leurs luttes corporatives, ils n'ont pas encore envisagé cet aspect de la question ; ils devront pourtant y venir ; le conflit qui a mis aux prises infirmiers civils et moines dans les hôpitaux de Barcelone le montre.

LE CAMP BOURGEOIS

A l'extrême droite de la bourgeoisie, s'apparentant presque aux monarchistes, il existe plusieurs groupes liés avec les féodaux ; cela s'explique par ce fait que nombre de bourgeois sont à la fois propriétaires de grands domaines et actionnaires importants dans l'industrie.

Ces éléments se concentrent surtout autour du groupement dit d' « Action Nationale » ; ils disposent d'un grand journal, « El Debate », plus réaliste que l' « A. B. C. » des monarchistes ; ils mettent tant qu'ils peuvent en évidence un de leurs rares députés, Madariaga, de Tolède, en faisant sonner bien haut sa qualité d'ouvrier catholique ; ce personnage est assez médiocre, mais il permet à l'Action Nationale de continuer sa besogne de bourrage de crânes en vantant la paix sociale, tout en soutenant, encourageant et faisant aggraver toutes les mesures réactionnaires prises par le gouvernement.

Faut-il parler de la minuscule équipe des jeunes réactionnaires qui se groupent autour d'un hebdomadaire batailleur portant hargneusement le titre de « La Conquête de l'Etat » ? A l'heure actuelle, les forces de ce groupe sont excessivement restreintes ; leur « chef », Ramiro Ramos, qui prétend jouer le rôle d'un Mussolini espagnol n'arrive pas à la cheville du tyran italien. Mais la situation espagnole est si compliquée, la position de ce groupe tellement analogue à celle occupée autrefois par les fascistes italiens, qu'il est intéressant d'en mentionner l'existence. Ces fascistes veulent une Espagne nouvelle, jeune, une et indivisible, débarrassée de tout impérialisme étranger. Ils luttent pour une Espagne délivrée de tout le vieux libéralisme parlementaire et dans laquelle l'intérêt de l'individu serait complètement subordonné à celui de la Nation-Collectivité, incarnée dans l'Etat ; pour y arriver, les fascistes en herbe espagnols font risette à tous les mouvements révolutionnaires. Dans leur organe, voisinent des articles élogieux à l'adresse de Mussolini et d'Hitler, et des chroniques enflammées en faveur de Staline et du plan quinquennal, voire même des encouragements à la C. N. T. dans sa lutte contre les grandes compagnies étrangères. La « Conquista del Estado » compte sur l'enthousiasme de la jeunesse intellectuelle et petite bourgeoise d'Espagne. En aura-t-elle l'appui ?

Les partis de droite

Revenons aux groupements qui représentent, dès à présent, des forces réelles. Et d'abord la « Droite Républicaine Libérale ». Les éléments qui la constituent semblent avoir définitivement accepté la république. Ils mettent leurs espoirs dans la création d'une petite bourgeoisie agraire, qui serait attachée à la République parce que celle-ci lui aurait permis d'acquérir des terres à des conditions avantageuses. Cette Droite compte quelques gros propriétaires, comme Alcala Zamora, le chef actuel du gouvernement ; mais ces seigneurs ont compris qu'en Andalousie surtout, il est grand temps d'ouvrir la sous-pape de sûreté ; ils espèrent y arriver par une répartition des « latifundia », après qu'aurait été payée une bonne indemnité aux actuels propriétaires, qui sauveraient ainsi une partie de leur avoir,

qui risquerait autrement d'être complètement perdu au cours d'une révolution paysanne.

Très près d'eux, ayant même fait partie de leur groupe, mais s'en étant détaché afin de tenter un rapprochement avec les radicaux républicains, il y a Maura, « Maura-Hijo », comme l'appelle la presse révolutionnaire, qui est bien « Maura le fils de son père », l'assassin de Francisco Ferrer. Cet homme a, dès à présent, bien mérité de la bourgeoisie espagnole par sa répression anti-ouvrière sanglante.

Monarchiste hier encore, il fut pour ou contre le dictateur Primo de Rivera, selon les fluctuations de l'opinion de la haute finance, car Maura, à cette époque, n'était que l'instrument de son beau-père, le Comte Mora de Calatrava, le puissant directeur de la Banque de Castille. On comprend pourquoi Maura redoute l'avènement de la révolution ouvrière, dont il est un des ennemis les plus nets. C'est Maura l'inspirateur des ordres donnés à la garde civile de tirer « sans préavis » sur ceux qui approcheraient des points d'accès aux réseaux aériens ou souterrains de la Compagnie des Téléphonés ; c'est Maura qui ordonna « d'arrêter tous les grévistes connus, dans tout endroit où se produirait un acte de sabotage » ; c'est Maura l'auteur du fameux projet de décret « sur la défense de la République » qui n'alla pas plus loin que le Conseil des ministres, parce que Maura, sur l'insistance des ministres socialistes, trouva plus adroit de l'appliquer sans l'édicter. Maura ne voulait rien moins que codifier la mise hors la loi de la C. N. T., en proclamant illégale toute organisation syndicale qui ne reconnaissait pas les Comités paritaires et se refusait d'annoncer toute grève 10 jours à l'avance.

Au moment des événements de Séville, tandis que la répression faisait rage, Maura avait coutume de répondre aux journalistes qui l'assaillaient de questions sur la situation en Andalousie, que, là-bas, « no pasa nada » (il ne se passe rien). Cette phrase était dite avec un petit sourire froid, en songeant au bombardement des maisons évacuées et au massacre des prisonniers désarmés. Mais dès que Maura fut certain de l'écrasement de Séville, il sortit de son silence, pour dire sa joie du triomphe, prenant l'entière responsabilité de la répression, couvrant entièrement tous les actes du gouverneur Bastos, bourreau de la capitale andalouse. A la honte de l'Espagne bourgeoise et intellectuelle il faut rappeler que quand ce petit tyran vint se vanter de ses haut faits devant les Cortès il ne se trouva que trois hommes, Franco, Jimenez et Sediles, mais pas un seul parti pour voter nettement contre le maintien de cet assassin au pouvoir ; les fractions parlementaires catalanes, basques et navarraises n'osèrent pas aller plus loin que l'abstention, devant le vote de confiance quasi-unanime que la bourgeoisie espagnole accordait à Maura, responsable du massacre de Séville.

Les radicaux

Maura fut grandement aidé dans l'ensemble de son œuvre de répression par le Directeur de la Sûreté, Gallarza, membre en vue du Parti Radical Socialiste. Ce renégat fut autrefois communiste et socialiste très révolutionnaire. Il connaît personnellement la plupart des militants syndicalistes et anarchistes de Madrid pour les avoir rencontrés

dans les milieux conspirant contre la Dictature. C'est lui maintenant qui ordonne, suggère et couvre toutes les mesures de répression extrajudiciaires, surtout les nombreuses arrestations et détentions pratiquées et maintenues en dehors de toute intervention des tribunaux. C'est de lui qu'émana l'ordre de fermer les locaux syndicalistes de Madrid ; c'est lui encore qui fit arrêter tous les téléphonistes touchant de près ou de loin au Comité de grève de cette ville. C'est Gallarza encore qui encourage et excite la brutalité de la garde d'assaut, formation policière spécialement créée et stylée par lui. A noter que les gardes d'assaut, si vaillants dans leurs attaques contre la foule et les femmes, n'osèrent pas tenter de déloger les bâtimenteux du chantier du théâtre de l'Opéra quand celui-ci avait été occupé par les ouvriers.

Une autre étoile du même Parti Radical Socialiste est Victoria Kent, actuellement directrice générale des prisons. Quand elle occupa ce poste, elle commença par faire des promesses magnifiques, assurant qu'elle introduirait dans la vie des prisonniers tous les adoucissements possibles et imaginables. Ce fut un concert général d'attendrissement. Quel rôle magnifique cette femme allait jouer dans une fonction infâme ! Or, dès à présent, on peut dire qu'au point de vue du régime politique dans les prisons, toute l'œuvre de Victoria Kent s'est réduite à tenter d'apporter des difficultés à reconnaître comme prisonniers politiques certains détenus arrêtés à la suite de la grève des téléphones. Pour le reste, si le régime politique reste en Espagne moins dur que celui qui existe dans les prisons de Pologne et de Russie, Victoria Kent n'y a aucun mérite ; les droits des prisonniers politiques en Espagne furent toujours très vigoureusement défendus du dedans et du dehors par les prisonniers eux-mêmes et par les repréailles qui frappaient les gardiens trop brutaux. Ce sont des choses avec lesquelles comptaient, hier, les geôliers de Primo de Rivera, et avec lesquelles compte aujourd'hui la citoyenne radicale.

Mais le secteur le plus solide de la bourgeoisie demeure l'« Alliance Républicaine ». Celle-ci constitue la représentation de la grosse bourgeoisie industrielle qui aspire à rationaliser la production dans le pays, à exploiter au maximum toutes les richesses naturelles qui y existent. Ces bourgeois voient d'un assez bon œil le nettoyage radical des restes du féodalisme ; ils consentiraient volontiers à une réforme agraire créant dans les campagnes une masse de consommateurs nouveaux qui pourraient, en jouissant d'un niveau de vie plus élevé, élargir le marché intérieur. Par contre, en face de la montée syndicaliste, ils sont précis et violents, car ils se sentent en face de l'Ennemi. Trop violents même, de l'avis de leurs alliés d'aujourd'hui, les dirigeants socialistes, qui estiment plus prudent de faire jouer certaines soupapes de sûreté comme l'instauration d'un contrôle ouvrier légal dans l'industrie, contrôle domestiqué et pratiquement annihilé, mais qui donnerait une satisfaction de forme aux aspirations du prolétariat.

L'« Alliance Républicaine » appuie et appuiera toutes les mesures de répression anti-prolétarienne ; son chef, son symbole, son drapeau est Alexandre

Lerroux, dont le discours programme de Soria en dit long. En voici un passage caractéristique :

Je n'ai aucun 'appétit pour exercer le pouvoir ; j'aurai pour devoir d'aider celui à qui on le remettra ; mais, si je reçois ce mandat, je me sacrifierai pour ma patrie ; je maintiendrai l'ordre, je défendrai la paix sociale et réaliserai une œuvre de justice. On me qualifie d'autoritaire et c'est là une de mes qualités que je ne saurais nier ; j'admets que l'on me présente des avertissements, bien entendu si cela se produit avant le moment de décider ce qu'il y a lieu de faire ; mais quand vient le moment d'accomplir le devoir, je n'admets pas d'observations, ni même de discussion. Il y a une façon d'éviter que je puisse exercer la charge de chef du Gouvernement, c'est de ne pas me désigner en tant que tel ; mais si l'on me nomme, je réponds que l'ordre ne sera troublé par rien et par personne, et que je réduirai les révoltés de la manière qui sera nécessaire.

LE CAMP INTERMEDIAIRE

La bourgeoisie cherche à influencer les prolétaires espagnols par l'intermédiaire de deux grands courants politiques dont les membres de la base comme les dirigeants les plus en vue se recrutent parmi les petits bourgeois et les intellectuels : ce sont le Parti Socialiste et les Groupes Républicains d'Extrême Gauche.

Les socialistes

Le Parti Socialiste a véritablement pris pied dans la classe ouvrière, surtout par son alliance, son entrelacement avec l'organisation syndicale qu'il a grandement contribué à développer, l'« Union Générale des Travailleurs ». La logique exige d'examiner l'activité de cette dernière en même temps que celle des autres forces du camp prolétarien.

Par contre, la plupart des militants socialistes en vue, qui agissent dans l'organisation politique elle-même, sont, par leur genre de vie, en tant que professeurs, intellectuels, médecins, avocats, journalistes, fonctionnaires supérieurs des municipalités ou de l'Etat, de véritables intermédiaires entre les deux classes et des intermédiaires bien plus proches de la bourgeoisie que du prolétariat. Leur position à l'égard des événements des derniers mois le confirme.

Les socialistes russes, et surtout Kerenski, qui est vraiment connaisseur en la matière, n'ont pas manqué une occasion, depuis le 14 avril, de conseiller à leurs confrères espagnols de se montrer énergiques dans la défense de la République contre les dangers qui la menacent du côté ouvrier. Ces conseils ont été suivis. Sur la voie de la coalition avec la bourgeoisie contre tout élément ouvrier qui tentait de dépasser les cadres de la République capitaliste, les socialistes espagnols ont été plus loin que n'importe lequel des autres partis socialistes d'Europe, y compris même les Noskistes. Dans les cadres du Parti socialiste espagnol, de la part des militants en vue, jamais on n'entend une parole incitant à se comporter envers les autres courants du mouvement ouvrier, sinon avec amitié, tout au moins avec objectivité ; au contraire, quand, à la base, de rares voix s'élèvent pour protester nette-

ment contre la réaction policière et la garde civile, ainsi que le fit la délégation de Jaca au Congrès, on les réduit au silence ; pas de tribune libre dans l'organe central du Parti « El Socialista » ; pas le moindre signe qu'il existe dans le parti, un semblant de réaction mécontente de la politique de répression réactionnaire ; pour retrouver des socialistes méritant nettement la sympathie prolétarienne il faut descendre jusque dans les nids vendéens basques, où certains noyaux du Parti socialiste ont une position vraiment courageuse. Parfois, dans quelques milieux syndicaux de l'U.G.T. peut-on voir des gestes qui permettent d'espérer que toute trace de probité ouvrière n'est pas complètement effacée, mais, en ce qui concerne les cadres dirigeants socialistes, ils affichent comme un défi leur renoncement à ce qui constituait autrefois l'essentiel des traditions socialistes.

En cherchant très attentivement ce que l'on pourrait qualifier, au point de vue ouvrier, de progressif dans l'activité du Parti socialiste au cours des derniers mois, on ne trouve guère que son opposition au projet de réforme agraire ; les socialistes estiment ce projet comme nettement insuffisant parce que ne s'étendant qu'à quelques provinces et ne favorisant qu'un nombre très restreint de familles paysannes.

D'un autre côté, le Parti socialiste constitue une opposition à la prise du pouvoir par la dictature Lerroux ; « El Socialista » a publié une note violente contre le discours-programme de Soria cité plus haut ; le journal socialiste va jusqu'à préconiser l'action violente des ouvriers et de la jeunesse universitaire pour s'opposer à l'établissement du régime Lerroux.

Mais, en dehors de ces points, les socialistes sont intervenus nettement contre les intérêts ouvriers. Qu'une grève quelconque inspirée par les syndicalistes se prépare ou se déclanche, et immédiatement du haut en bas des organisations socialistes, c'est un concert d'insultes et d'insinuations les plus viles. Dans ces conflits les socialistes, (tout au moins dans leurs organisations politiques, car il y a eu quelques rares exceptions dans les organisations syndicales) ne se contentent pas de rester neutres, ils préchent, au contraire, que briser la grève est un acte de civisme, de dévouement à la République. Les cas ne sont pas rares où des fonctionnaires socialistes dénoncèrent les autorités locales comme trop modérées quand celles-ci hésitaient à donner des ordres brutaux à la garde civile chargée de protéger les jaunes. Il est impossible d'oublier que si le ministre du Travail fit ajourner la promulgation du décret contre les grèves, il expliqua en même temps qu'actuellement sans promulguer pareil décret il était parfaitement possible d'étrangler toute grève en fermant par ordre administratif les locaux syndicaux. Un autre socialiste connu, Araquistain, un de leurs journalistes les plus brillants, trouva même qu'il fallait faire consacrer par la loi de pareils procédés. Au lendemain de la tentative Maura, il écrivit dans le grand journal bourgeois « El Sol » un article intitulé : « Une loi nécessaire contre l'abus de la grève », où il préconisait la restriction du droit ouvrier le plus essentiel, celui de la résistance à l'exploitation patronale par le refus du travail.

A l'égard du mouvement régionaliste, les socialistes, pour autant qu'ils osent parler un langage net, se présentent comme partisans d'une République unitaire et centralisée. (Exception faite pour la Catalogne où une grande partie des socialistes forment l'« Union socialiste de Catalogne », qui soutient Macia et la « Gauche catalane », amalgame des divers partis catalans). Toutefois leur attitude n'est pas motivée dans ce domaine par des arguments internationalistes, par le refus de créer de nouvelles frontières entre les prolétaires. Au contraire, les socialistes espagnols invoquent officiellement contre le régionalisme l'idée patriotique d'une Espagne forte et renouée ; pratiquement, ils redoutent que dans une Catalogne quasi indépendante, la C.N.T. ne devienne une force groupant complètement et définitivement les syndicats de cette importante région. Peu leur importe que ce soit Macia qui réussisse à rendre la C.N.T. pacifique et collaboratrice pour la plus grande gloire de la Catalogne, ou qu'au contraire la C.N.T. reste fidèle à ses traditions de lutte et s'impose à un gouvernement catalan trop faible parce que trop frais au pouvoir ! dans les deux cas les leaders socialistes espagnols seraient éliminés de Catalogne, ils préfèrent donc que le pouvoir central garde d'importantes attributions lui permettant de paralyser le développement de la centrale syndicale rivale.

Il n'est pas rare de trouver des articles, des interviews, ou des discours de chefs socialistes espagnols, même chez ceux dits de gauche, comme Téodomire Menendez par exemple, défendant la thèse que « le capitalisme peut faire encore de grandes choses en Espagne », d'où la nécessité de ne pas lui causer trop de peine. Cela permet de justifier tout.

Cela a notamment permis aux socialistes espagnols de défendre la pratique des détentions administratives. Au moment où l'on ne peut ouvrir un organe socialiste italien sans y voir dénoncer l'exil administratif aux îles, au moment où les mencheviks russes n'ont pas assez de larmes pour pleurer le sort de leurs compagnons incarcérés et déportés par le Guépéou sans procès public, les socialistes espagnols, après avoir hissé un de leurs, Fernando de los Rios, au ministère de la justice, approuvent entièrement l'application des « prisonnes gubernativas », c'est-à-dire la possibilité donnée à un gouverneur de province, au ministre de l'Intérieur, ou à un de ses fonctionnaires, à un Directeur de la Sûreté, d'arrêter qui que ce soit en Espagne et de le maintenir en prison pour un temps illimité, sans procès, sans jugement, sans même indiquer les raisons de l'emprisonnement. Et quand un juriste bourgeois, Ossorio y Gallardo, républicain excessivement modéré, vient protester au nom du Droit pur contre de pareils procédés, ce sont des socialistes, conduits par leur leader Saborit, qui défendent les méthodes de détention par décision de police.

Faut-il s'étonner, après cela, que le Parti socialiste s'accroisse parce que recevant beaucoup de nouvelles adhésions de la part de bourgeois, petits et moyens ? Faut-il s'étonner de voir arriver parmi ces recrues de l'Ordre Social, le général Burguete, organisateur de la répression en Asturie en 1917,

qui vient, en 1931, officiellement, à Madrid pour s'inscrire dans les rangs du « Parti socialiste ouvrier espagnol » ?

L' « Extrême-Gauche »

Il est un autre canal par lequel l'influence bourgeoise s'infiltré, menaçant d'empoisonner d'autres fractions du prolétariat : c'est par le canal des différends groupements politiques républicains d'extrême gauche.

Contrairement au Parti socialiste, il s'agit là d'organisations très élastiques méritant à peine le nom de parti ; autant les socialistes ont une organisation ordonnée, méthodique, pratiquant une discipline interne stricte, autant les républicains d' « extrema izquierda » sont dépourvus de cadres solides, charpentant leurs organismes.

L'un d'eux est le « parti républicain révolutionnaire » qui s'affirma surtout avec la personnalité de l'aviateur Franco, au cours de la campagne électorale en Andalousie ; son programme, par quelques-uns de ses points, entraînait les paysans de cette contrée. La paysannerie d'Espagne ne s'est pas groupée jusqu'ici dans un parti spécial ; il n'y a pas aux Cortès de députés vraiment paysans ; le groupe agraire des Cortès représente les intérêts de quelques propriétaires terriens et non des travailleurs des champs. Il semble y avoir à cela deux raisons : l'une est le faible niveau culturel des paysans espagnols qui manquent des cadres nécessaires pour l'agitation et la propagande en faveur des revendications strictement paysannes, l'autre est l'entrée des éléments paysans les plus actifs du Midi dans la C.N.T., ceux-ci renonçant donc consciemment à constituer un parti politique. Toutefois la popularité de Franco, jointe au caractère anti-féodal de ses revendications, réussit à lui amener un certain nombre de partisans. Pensez donc ! à cette Andalousie frappée par un chômage cruel, mourant littéralement de faim, il promettait l'autonomie régionale mais, et surtout, il l'engageait à abolir complètement les latifundia, à les répartir en parcelles qui seraient la propriété individuelle des journaliers actuellement sans terre, et cela sans rachat d'aucune sorte.

Parmi ces groupements figure aussi le « Parti démocratique fédéral ». Il demande la constitution de l'Espagne en une République fédérale groupant les diverses régions, qui seraient complètement autonomes ; il se trouve ainsi apparenté aux différents partis régionalistes, mais il généralise les revendications de ceux-ci en les étendant à tous les peuples ibériques. Ce parti compte dans ses rangs une partie des éléments intellectuels estudiantins et militaires qui combattait la Dictature. Au point de vue social, ils restent sur des formules vagues relatives à la grandeur du rôle des producteurs, le respect dû à ceux-ci, la justice de leurs revendications, etc... Ils ont été élus grâce à bon nombre de voix d'adhérents de la C. N. T. qui ont voté pour les fédéralistes sans tenir compte des principes antiparlementaires de l'organisation syndicaliste.

Leur succès électoral fut assez grand ; au premier tour en effet dans la circonscription environnant

Barcelone le candidat fédéral, le capitaine Sediles, recueillait 33.000 voix tandis que le communiste du Bloc Ouvrier et Paysan, Hilario Arlandis, n'en obtenait que 480. Dans Barcelone ville, au deuxième tour, le candidat le plus populaire du bloc communiste, Maurin, se voyait octroyer 12.000 voix (ce qui d'ailleurs au point de vue électoral représente une avance notable), tandis que le candidat fédéraliste en groupait approximativement 33.000. Ce grand nombre de voix s'explique aussi par l'auréole de courage personnel qui entoure certains des leaders fédéraux. Le capitaine Sediles fut condamné à mort à la suite du soulèvement de Jaca. Le frère de Hernandez, le compagnon de Galan dans la lutte et dans la mort, est également parmi les républicains d'extrême-gauche. Franco est connu non seulement comme aviateur courageux, mais aussi comme conspirateur contre la Dictature. Rada, le mécanicien d'avion, ne fut pas seulement son compagnon technique, il dépista pendant des semaines toute la police républicaine après les incidents de la base aérienne de la Tabelada et il se trouve actuellement dans le même bain de Cadix que celui où est interné le docteur Vallina. Le commandant Jimenez a été avocat du Syndicat des transports de la C. N. T. Rodrigo Soriano, le journaliste batailleur, toujours traqué et exilé, qui sut lancer son organe fédéraliste, « Espana Nueva », en pleine monarchie, est maintenant, lui aussi, dans les rangs de l' « extrema izquierda ». Assez voisins d'eux sont des hommes comme Barrioberro, avocat élu à Gijon grâce aussi à cause de ses sympathies verbales pour la C.N.T., et Balboutin, avocat du Secours Rouge, dissident du Parti Radical Socialiste, parce que ne trouvant pas celui-ci assez radical à son goût.

Enfin, il existe un groupe s'appelant I.R.Y.A. (Gauche révolutionnaire et antiimpérialiste) composé d'éléments intellectuels très communistes ; il édite un hebdomadaire combattiv « Nosotros » (Nous), prêchant le front unique des travailleurs et exaltant les merveilles du régime russe. Ce groupe a dans son programme, entre autres, l'abandon de Gibraltar par les Anglais, et, ce qui est plus intéressant, un programme agraire très radical dressé nettement contre les gros propriétaires.

Certains leaders régionalistes et catalanistes du type de Samblancat, le député populaire de Barcelone, rude et brutal au Parlement, ont envers les prolétaires sympathisant avec la C.N.T. une position analogue à celle des gens d' « extrema izquierda » ; mais la question de l'attitude des catalanistes envers la C.N.T. mérite d'être examinée encore plus en détail par la suite.

Pour l'instant, il suffira de constater que tous ces « extrema izquierda » n'ont été jusqu'à présent « extrêmes » qu'en paroles, à l'égard de la République bourgeoise ; à l'exception de Franco, qui, semble-t-il, disposait de certaines forces réelles chez les officiers, ils se sont bornés à de beaux discours ; leur programme laisse entièrement debout les bases de l'ordre social actuel : l'Etat et la Propriété. Ils n'offrent rien de concret aux ouvriers espagnols, de plus en plus écrasés par la crise économique.

Pourtant ces politiciens, grâce à leur verbiage radical, jouissent d'un certain prestige dans les mi-

lieux prolétariens, même parmi les ouvriers syndicalistes. La direction de la C.N.T. n'a jamais recommandé de voter pour eux, mais son porte voix « Solidaridad Obrera » qui ne ménage point ses attaques à la droite et à la gauche républicaine, aux socialistes et aux communistes de toutes nuances, n'attaque presque jamais les républicains d'extrême gauche. Il y a plus : leurs interventions aux Cortès sont précédées de titres flatteurs, le quotidien syndicaliste publie les ordres du jour de l'I.R.Y.A. sans aucun commentaire et annonce certains de ses meetings ; enfin c'est dans le même « Solidaridad Obrera » qu'on pouvait lire (6-8-31) « qu'après l'auguste voix de Macia s'opposant avec vaillance aux projets ultra-réactionnaires du gouvernement, a retenti celle de Barrioberro, celle de Soriano attaquant les socialistes » ; et « Solidaridad » ajoutait : « Ces trois hommes (Jimenez, Sediles et Rosell, députés fédéraux), ainsi que le parti qui les suit peuvent faire beaucoup pour les syndicalistes ». Il naît de ces commentaires une atmosphère confuse à travers laquelle les républicains d'extrême-gauche apparaissent comme des députés syndicalistes, non reconnus officiellement par la C.N.T., mais en remplissant néanmoins la fonction. Un pareil procédé « d'action indirecte » parlementaire à tous les inconvénients du parlementarisme ordinaire sans permettre le contrôle des députés par l'organisation qu'aux yeux de l'opinion publique ils finissent par représenter. Il appartient un peu aux syndicalistes révolutionnaires des autres pays d'Europe, qui ont mieux connu les torts causés au mouvement ouvrier par l'illusion parlementaire, de dire à la C. N. T. sur laquelle ils ont tous les yeux fixés : nous admirons le caractère de masse de votre mouvement ; nous approuvons votre lutte contre les leaders socialistes trahissant la cause du prolétariat ; nous partageons votre méfiance envers les politiciens communistes, exécuteurs de la politique extérieure du gouvernement russe, et frayant la voie aux monopoles d'un Etat dominé par les intellectuels ; mais nous ne saurions être solidaires de l'attitude bienveillante observée par votre presse quotidienne envers des éléments qui ont beau se prétendre à l'extrême gauche, mais qui n'entendent pas moins ne jamais sortir des cadres de l'ordre bourgeois.

Il nous reste maintenant à étudier les forces ouvrières.

LE CAMP OUVRIER

L'Union Générale des travailleurs

Il a déjà été dit plus haut que le Parti socialiste a réussi à se souder intimement à cette centrale syndicale. Officiellement ces deux organisations sont complètement indépendantes l'une de l'autre ; pratiquement la plupart des fonctionnaires de l'U.G.T., du haut en bas des rouages syndicaux, occupent en même temps des postes importants dans le Parti socialiste. Bien des secrétaires de syndicats ou de fédérations exercent, simultanément avec leurs fonctions syndicales, le mandat de député ou de conseiller municipal. Et, pour couronner dignement cet édifice, Largo Caballero, secrétaire général de l'U.G.T., est le ministre du Travail de la République

bourgeoise espagnole. A côté de cet entrelacement des cadres, il existe, auprès de la plupart des syndicats, de véritables fractions socialistes portant le nom de Groupes Syndicaux Socialistes. Ces organismes sont particulièrement actifs en temps d'élections, mais il leur arrive, même en temps normal, de parler au nom de l'ensemble du syndicat ; trop rarement, les organisations syndicales exigent une rectification, comme ce fut le cas cependant, récemment, du Syndicat des Métallurgistes, « El Baluarte », de Madrid.

Il est assez difficile d'avoir des données précises et surtout objectives sur le chiffre total des adhérents. La Commission exécutive publie bien, toutes les quatre ou cinq semaines, de longues listes de sections nouvelles comportant onze mille ou quinze mille nouvelles adhésions. Un jour, Largo Caballero dans une interview a même dit qu'au cours des derniers temps la cadence de l'augmentation atteignait deux mille nouveaux adhérents par jour. Cette affirmation apparaît comme étant très exagérée. Les déclarations de Martinez, Secrétaire de la Fédération nationale des travailleurs de la Terre, prétendant que son organisation, à elle seule, comprend 300.000 membres, ne reposent non plus que sur des appréciations approximatives et fortement gonflées. En général on accorde plus de confiance aux chiffres établis par Sender, journaliste syndicaliste, et qui parle d'un total de 300.000 membres.

Au cours des derniers mois, d'après les informations syndicalistes, l'influence de l'U.G.T. s'est à peu près maintenue à Madrid ; par contre, elle a légèrement baissé parmi les mineurs ; d'autre part les U.G.T.-istes ont perdus les quelques rares coins catalans, comme Mataro et Calella, où ils avaient encore des partisans dans l'industrie de la bonneterie. Dans l'ensemble, les effectifs de l'U.G.T. grandissent encore, mais par recrutement d'éléments étrangers jusque là à l'organisation syndicale.

Je ne connais point d'exemples de syndicats de la C.N.T. passant à l'U.G.T. ; en revanche, les cas contraires sont assez nombreux. Cela se comprend : l'U.G.T. fait tout ce qu'elle peut pour endiguer la vague de grèves qui déferle sur le pays. Sa thèse est celle que présentèrent toutes les républiques bourgeoises lors de leur avènement : l'ouvrier, dit la direction de l'U.G.T., doit faire le sacrifice de quelques mois de misère pour le bien du régime nouveau. « On ne doit pas détruire, explique Manuel Cordero, un des fonctionnaires réformistes les plus importants, mais créer des organisations qui fassent que le capital aille vers des buts utiles à la collectivité ». Luis Araquistain ajoute : « Ainsi, chez l'ouvrier socialiste ou adhérent aux organisations de tendance socialiste, l'homme, c'est-à-dire le facteur politique passe avant celui de la profession ; l'Etat et la Société sont au-dessus du Syndicat. Chez le syndicaliste pur c'est le contraire qui se produit : son Syndicat, son intérêt corporatif, sont au dessus et, s'il le faut même, contre l'Etat et la Société. »

L'exploitation de l'ouvrier espagnol

Ces arguments sont servis à des ouvriers dont l'exploitation atteint la plus haute limite. « Solidaridad Obrera » le démontre aisément en se basant

sur les chiffres fournis par le ministère du Travail lui-même. La bourgeoisie espagnole est nettement réactionnaire au point de vue technique. Elle n'engage des capitaux que dans les entreprises faciles, où elle travaille en ne perfectionnant que très peu l'outillage. Elle compte surtout sur la protection exercée par les tarifs douaniers d'une part et sur le maintien de salaires extraordinairement bas. En prenant comme base 24 journées de travail par mois on arrive aux données suivantes correspondant aux salaires moyens pour toute l'Espagne.

	Salaire journ.	Salaire annuel
Ouvrier qualifié	7.36 pesetas	2 119 pesetas
Mancœuvre	4.74 »	1.359 »
Ouvrière qualifiée	3.41 »	990 »

Tout dernièrement le gouvernement républicain fut amené à porter à 3.000 pesetas le traitement annuel des instituteurs ruraux ; à cette occasion la presse bourgeoise fut unanime à reconnaître que l'existence du maître d'école habitant les campagnes et touchant 2.500 pesetas par an était tout à fait misérable. Que dire alors des salaires cités plus haut, payés à des ouvriers habitant les villes où le coût de la vie est beaucoup plus élevé ?

Toutefois l'ouvrier des champs vit plus durement encore ; il y a des centaines de mille de journaliers agricoles qui touchent 3 pesetas pour une journée de travail de 14 heures ; le chômage saisonnier réduit le revenu annuel de ces prolétaires à 500 pesetas.

Pour situer l'ouvrier espagnol à la juste place qu'il occupe par rapport aux prolétaires des autres pays il faut recourir à la statistique suivante établie par le B.I.T. mais dans laquelle l'unité dollar a été convertie en pesetas :

	Sal. journalier	Indice coût vie
Etats - Unis	84 pesetas	131
Canada	64,60 »	132
Australie	56,25 »	117
Suécia	39,35 »	107
Angleterre	31,85 »	100
Hollande	28,15 »	98
Allemagne	26,44 »	81
Tchécoslovaquie	20,62 »	88
Franco	21,09 »	97
Pologne	15,93 »	78
Autriche	17,25 »	102
Italie	15,85 »	116
Espagne	14,06 »	102

Il faut rappeler aussi qu'au moment où le chômeur anglais perçoit un subside hebdomadaire de 90 pesetas (indice du coût de la vie : 100) l'ouvrier qualifié espagnol gagne par semaine 44 pesetas (indice 102).

L'U.G.T. et les grèves

En présence de cette situation Largo Caballero déclare gravement (et l'« ABC. », journal monarchiste, s'empare immédiatement de cette déclaration) que les améliorations au sort de la classe ouvrière ne s'obtiennent pas par des grèves mais par l'arbitrage ! L'U.G.T. en effet, recommande de ré-

soudre tous les conflits qui peuvent surgir en recourant aux comités paritaires dont la structure et l'activité sont réglées par des décrets établis sous la dictature de Primo de Rivera. Il est vrai qu'à cette époque Largo Caballero portait le titre de conseiller d'Etat ! Mais il est curieux de constater que tandis que le ministre du Travail continue à attacher une valeur propre à ces comités, d'autres militants socialistes comme Araquistain, prétendent expliquer la propagande faite par les socialistes en faveur de ces institutions sous le régime dictatorial par l'assurance que cette propagande servait uniquement de camouflage légal à l'activité réelle du Parti socialiste. On se rendra aisément compte de l'utilité concrète des comités paritaires quand on saura par exemple que « El Socialista » (l'U.G.T. ne possède pas d'organe lui appartenant en propre) présente comme un triomphe éclatant de la méthode de l'arbitrage l'obtention d'une augmentation de 75 centimes par jour accordée aux terrassiers des chemins de fer basques-asturiens et de 40 centimes aux mineurs.

Une autre « conquête » dont se vante beaucoup l'U.G.T. est le décret sur les 8 heures édicté en juillet par Largo Caballero. En réalité, cette mesure législative ne fait que confirmer un état de choses obtenu en fait par la vague de grèves ; malheureusement, ce décret comporte une série de restrictions et de dérogations qui, dans quelques industries, constituent même un recul sur la législation monarchiste. Exemple : le personnel des machines sur les bateaux naviguant au cabotage se voit retirer l'application des 8 heures dont il bénéficiait sous Primo de Rivera.

Le décret sur la journée de 7 heures dans les mines n'a lui aussi qu'une valeur de principe. Si la Dictature n'avait pas hésité à biffer d'un trait de plume le droit aux 7 heures qui était reconnu autrefois aux mineurs espagnols, le ministre socialiste du travail n'ose pas rétablir par voie de décret l'ancienne situation. La mesure législative théorique promulguée par Largo Caballero ne doit devenir une réalité qu'après que son application aura été discutée par une conférence mixte comprenant des représentants des patrons, des ouvriers et des techniciens de l'Etat.

Malgré tous les efforts développés par les leaders de l'U.G.T. pour empêcher les ouvriers socialistes de se défendre par la grève, il arrive, rarement il est vrai, que les éléments de la base imposent leur volonté de lutte. C'est ainsi que les tramots de la ligne de Ciudad-Lineal, malgré tous les efforts de persuasion employés par les dirigeants de l'organisation, finirent par obliger ceux-ci à admettre le fait de la grève. Une augmentation variant de 25 centimes à 1.25 peseta fut arrachée après deux jours d'arrêt de travail.

Mais si les cadres de l'U.G.T. ne conduisent pas eux-mêmes de grèves, ils sont très actifs pour s'opposer à celles déclanchées par les syndicalistes. On vit à Madrid des gardes civiques portant le brassard rouge reconduire jusqu'aux portes de la fabrique de Linoleum les ouvriers social-démocrates décidés à rester au travail malgré la grève déclanchée par la majorité du personnel. A la fabrique de meubles de « Tres Aquilas » il y eut un autre exemple de

la même mentalité. Les ouvriers, et surtout les ouvrières, de cet atelier s'étaient mis en grève pour obtenir le renvoi d'un employé qui cherchait à imposer par son autorité ses prétentions de brute aux ouvrières occupées dans l'usine. L'organisation syndicaliste se mit en rapport avec les syndicats correspondants siégeant à la Maison du Peuple de Madrid, en lui demandant de prononcer d'un commun accord la mise à l'index de l'entreprise. La direction du syndicat Ugétiste répondit en qualifiant les syndicalistes de perturbateurs et en les engageant à attendre que les Cortès établissent une législation générale punissant de pareils abus !

Les leaders de l'U.G.T. entretiennent continuellement dans leurs articles et dans leurs discours l'esprit de haine envers les syndicalistes. Ils ne sauraient parler de ceux-ci sans leur appliquer l'épithète de « pistoleros » (chevaliers du revolver), expliquant la croissance rapide de la C.N.T. par le fait que celle-ci recruterait ses adhérents en recourant à la menace des armes. Cette argumentation est mensongère. En allant à l'extrême limite de l'objectivité, on ne saurait, à ce point de vue, reprocher aux syndicalistes que quelques écarts de langage dans certains milieux syndicalistes. Mais en aucun cas on ne rencontrera chez les syndicalistes de faits pouvant être comparés à l'assassinat du syndicaliste Aranda de Bilbao : ce meurtre fut commis froidement par un contremaître, membre de l'U.G.T., qui n'avait même pas l'excuse d'être surexcité par la lutte puisque Aranda fut tué au moment de la reprise du travail, après qu'un conflit gréviste venait d'être liquidé. Les conséquences de ces semailles de haine sont incalculables : témoins les faits de Bilbao où communistes et socialistes se révolvrisent pendant plusieurs soirs de suite, en se guettant réciproquement à la sortie des réunions.

Au milieu de cette atmosphère odieuse, surgissent quelques cas particuliers d'entente qui, malgré leur rareté, méritent d'être signalés comme les derniers vestiges d'une conscience de l'unité prolétarienne et aussi comme des signes permettant d'espérer qu'un jour la classe ouvrière espagnole v reviendra. Le tout petit syndicat métallurgiste adhérent à l'U.G.T. de Barcelone déclare que tout en étant en désaccord sur le choix du moment adopté pour proclamer la grève par les syndicalistes, il recommande à ses membres de se joindre à celle-ci. Après les assassinats commis par la garde civile à Malaga, à la suite des élections, 25 syndicats de cette ville, adhérents à l'U.G.T., réclament le retrait de cette force policière, et, pendant plus de 48 heures, font grève à côté des syndicalistes. En juillet, les ouvriers social-démocrates de l'industrie chimique de Saragosse se refusèrent à rentrer dans leurs usines malgré toutes les mesures de précautions policières qui leur étaient offertes par le gouverneur, et cela parce que leurs collègues de travail syndicalistes se refusaient à reprendre le travail. Ne pas oublier non plus que les éléments de base socialistes obligèrent l'organe central du Parti « El Socialista » à infliger un démenti au ministre Maura, annonçant que tous les postes demeurés vacants à la suite de la grève des téléphonistes allaient être occupés par de nouveaux ouvriers et employés, membres de l'U.G.T. Chez les syndicalistes, comme signe heureux de

tolérance, on peut citer le grand discours de Pestagna prononcé à Cordoue, engageant ses camarades d'idées à traiter les ouvriers de l'U.G.T. avec un maximum de cordialité. Plus récemment, des charpentiers syndicalistes de Madrid se présentèrent par inadvertance sur un chantier où leurs collègues socialistes faisaient grève. A peine mis au courant de la situation ils prévinrent l'organisation syndicaliste correspondante qui de suite mit le chantier à l'index et cela en dépit de l'attitude contraire pratiquée par les ugétistes dans la grève du « Lino-léum » et des « Tres Aquilas ».

Malheureusement ce ne sont là que des faits isolés et qui ne sont pas caractéristiques de l'attitude des cadres de l'U.G.T. envers les syndicalistes. L'avenir seul montrera si cette situation peut changer. Il y a bien quelques signes de répression contre les socialistes pratiquée par le gouverneur civil de Grenade ; dans cette province, nombre de fonctionnaires syndicaux, de conseillers municipaux, d'instituteurs socialistes furent arrêtés et emprisonnés pour avoir tenté de faire appliquer strictement le décret relatif à la journée de travail. Est-ce là un signe précurseur de réaction préparant doucement le chemin à une dictature Lerroix qui frapperait non seulement les syndicalistes mais aussi les socialistes ? Si, en une telle occurrence, la masse de l'U.G.T. venait à se resaisir, l'unité spontanée et provisoire dans l'action se verrait réalisée, et ferait fléchir à nouveau le fléau de la balance du côté de la révolution prolétarienne.

En face de l'U.G.T. se dresse la véritable forteresse ouvrière, la Confédération Nationale du Travail, ou C.N.T., dont il nous faut maintenant examiner l'action.

(A Suivre).

L. NICOLAS.

La révolte est une folie ! Il est fou de s'insurger contre les puissants du jour qui ont pour eux police, armée, magistrature... Il est fou, pour les ouvriers, de faire grève sans avoir un liard en poche et sans savoir comment ils mangeront demain... Il est fou de propager l'idée de grève générale... Mais ces folies et nombre d'autres qu'il est superflu d'énumérer, sont des folies héroïques et fécondes. C'est à coup de folies de ce genre que s'est réalisée l'évolution humaine.

Qu'elle soit nette ou confuse, l'idée dominante dans les Syndicats est que les travailleurs doivent faire leurs affaires eux-mêmes et que l'émancipation sociale ne peut être que leur œuvre.

Emile POUGET.

L'AVENIR DE L'ESPAGNE

LES POSSIBILITES D'UNE ECONOMIE SOCIALISTE

La caractéristique de l'Espagne est d'être un immense plateau inculte et désert entouré d'une bordure littorale cultivée, peuplée, et partiellement industrialisée.

Le plateau, la *Meseta*, comme on le dénomme, ce sont les Castilles, l'Estremadure, etc... ; le pays de don Quichotte, des grandes propriétés et des troupeaux de moutons. C'est aussi le pays qui fut le berceau de la monarchie, celui qui, usant de sa position centrale et dominante, parvint toujours, jusqu'ici, à imposer sa domination aux régions littorales.

Les régions littorales, ce sont la Galice, les Asturies, la Biscaye au nord, la Catalogne, Valence à l'est, l'Andalousie au sud. Pays de cultures souvent intensives, pays de jardins. C'est de là que viennent le vin, les oranges et l'huile, les trois grands produits d'exportation de l'agriculture espagnole. Pays minier aussi, avec le charbon en Asturies, le fer en Biscaye, le cuivre en Andalousie. Pays qui regardent vers la mer, et qui regardent dans des directions différentes, sur des *mers différentes*. Les uns vers le Nord sur l'Atlantique, d'autres vers l'Est sur le golfe de Lion, d'autres enfin vers le Sud sur le détroit de Gibraltar. Pays qui sont dès lors sans liens entre eux, sans vie commune, n'ayant pour les unir qu'un grand plateau central — qui est un désert.

De là la tendance incoercible de toutes les provinces littorales à l'autonomie, à l'indépendance : séparatisme galicien, séparatisme basque, séparatisme catalan, séparatisme andalou, tradition républicaine de Valence. Tendance qui jusqu'ici n'a pu être maîtrisée que par la main de fer des seigneurs du plateau, eux profondément centralisateurs, une Espagne unie sous leur joug étant leur seul moyen de vie.

C'est de la transformation du plateau que dépend donc la transformation de l'Espagne. Que le plateau cesse d'être un désert, qu'il devienne un pays doté d'une activité économique propre, fournissant aux régions littorales et recevant d'elles, l'Espagne, alors, deviendra une réalité ; elle cessera d'être autre chose que la simple soumission commune à quelques gueux guerriers.

LA TRANSFORMATION DU PLATEAU

La transformation du plateau central espagnol, par sa mise en culture, est-elle possible ?

C'est une question à laquelle on ne pourrait répondre avec précision qu'après une longue et minutieuse enquête sur place. Le climat est rude, froid en hiver, chaud en été ; le vent règne en maître ; l'eau est assez rare, et les pluies sont loin d'être abondantes. Que la totalité du plateau ne puisse être mise, avec fruit, en culture, cela est certain, mais ce n'est point là chose indispen-

sable. Il suffirait que des parties suffisamment importantes puissent l'être. Or cela semble très possible. C'était là en particulier l'opinion d'Elisée Reclus.

En tout cas, une chose est certaine. Ces terres, dont le rendement sera certainement assez faible, et pour lesquelles il faudra compenser le manque d'eau par la multiplicité des labours (*dry farming*) ne peuvent être cultivées économiquement que par des moyens mécaniques.

Il s'agit d'un plateau, c'est-à-dire de vastes étendues plates où la culture mécanique peut procéder facilement, aussi facilement que dans les prairies de l'Ouest américain. Le Canada, grâce à la culture mécanique, fait du blé au plus bas prix du monde, malgré des rendements moyens qui ne dépassent guère 6 à 7 quintaux à l'hectare ; ce sont des rendements qui ne peuvent pas ne pas être obtenus sur la plus grande partie des plateaux de Castille ou d'Estremadure.

Mais qui peut faire cette culture mécanique ?

Ce ne sont certes pas les grands propriétaires actuels, les nobles « *hidalgos* », rentiers endurcis qui ne voudraient pour rien au monde faire autre chose qu'encaisser des fermages et redevances, dont la modicité est compensée par l'étendue sur laquelle ils les perçoivent.

Ce ne seraient pas davantage les paysans, si on leur partageait les terres. Ils n'en auraient pas les moyens. Ils n'auraient point, chacun en particulier, l'étendue de terre suffisante, ni les outils nécessaires, ni la capacité, car la culture devenue mécanique est un travail industriel, et le travail industriel leur est complètement étranger.

La transformation du plateau ne peut donc être réalisée qu'au moyen d'un immense effort collectif, fournissant gratuitement à des collectifs paysannes, de grands domaines, des instruments de travail et des instructeurs. Ce qui n'est évidemment possible qu'avec une organisation socialiste (1) de la production.

D'autre part, la sécheresse peut, sur ces terres arides, être, en partie, compensée par un emploi intensif des fertilisants.

Je sais que la question des engrais est une chose très complexe, et qu'on est à la veille, peut-être, d'une révolution dans ce domaine. Néanmoins, à l'heure actuelle, on ne connaît encore qu'un moyen certain d'accroître la fertilité des terres ; c'est d'y ajouter l'un ou plusieurs des trois grands corps fondamentaux : phosphate, potasse, azote,

Mais pour que cela soit « payant », pour que l'accroissement de récolte dû à l'engrais soit supérieur à ce qu'a coûté l'engrais, il faut que l'engrais soit bon marché.

(1) Je donne naturellement au mot « socialiste » son sens large.

Or, justement, l'Espagne a la bonne fortune de pouvoir se procurer deux au moins des engrais fondamentaux, l'engrais phosphaté et l'engrais potassique, dans de très bonnes conditions.

La fabrication des superphosphates, forme habituelle de l'engrais phosphaté, comporte en effet l'emploi de deux matières qui y jouent un rôle presque aussi important l'une que l'autre : le phosphate naturel et l'acide sulfurique. Or, si l'Espagne est déjà pas mal placée pour le phosphate dont tous les grands gisements de l'ancien monde sont à ses portes (Afrique du Nord et, notamment, Maroc), elle l'est encore mieux pour l'acide sulfurique. L'acide sulfurique est en effet produit en partant de minerais sulfurés naturels dénommés pyrites, dont les plus grands gisements d'Europe se trouvent dans le Sud de l'Espagne (province de Huelva).

En ce qui concerne la potasse, il s'agit d'une chose plus récente. Il y a à peine un couple d'années, on a découvert en Catalogne des gisements de sels potassiques capables de rivaliser avec ceux fameux de l'Alsace et de l'Allemagne centrale, sinon même de les surpasser.

Mais il ne suffit pas que superphosphates et sels potassiques puissent être produits dans le pays même et à très bon marché, c'est-à-dire avec beaucoup moins de travail qu'ailleurs, pour qu'ils n'y soient pas vendus cher. Si les mines de pyrite de Huelva et les mines de potasse de Catalogne restent la propriété de sociétés privées capitalistes, supers et potasse seront en Espagne aussi chers qu'ailleurs, aussi chers que si on devait les faire venir à grands frais de pays éloignés ne possédant que des gisements plus pauvres. Dès lors ils ne pourront jouer leur rôle pour la remise en culture du plateau espagnol.

L'engrais bon marché, indispensable pour la transformation du désert de la Meseta, peut être produit en Espagne, mais il ne sera bon marché qu'après l'élimination du profit capitaliste par la socialisation des mines et de leurs usines. Pour cette seconde raison l'instauration d'un régime socialiste (1) est la condition *sine qua non* de la création d'une Espagne unie.

L'UTILISATION DES RICHESSES DU LITTORAL

Bien entendu, même avec un régime socialiste, la mise en valeur du plateau espagnol reste une œuvre immense.

Une œuvre qui demandera notamment un outillage considérable.

Il faudra des charrues, des tracteurs, des moissonneuses-batteuses par dizaines ou centaines de mille ; il faudra des bâtiments, des routes, des écoles, etc., etc...

Il faudra donc acheter à l'étranger, qu'on y achète directement les produits dont on aura besoin, ou ceux qui seront nécessaires à l'équipement et au fonctionnement des fabriques natio-

nales qui les produiront. Aucun pays, pas plus l'Espagne que tout autre, ne peut se bercer de l'illusion qu'il peut tirer tout de son propre sol, qu'il n'a besoin de rien d'étranger.

Donc, une Espagne socialiste devra acheter à l'étranger, même à l'étranger capitaliste. Il lui faudra, bon gré mal gré, commercer avec le monde capitaliste. Or, la règle des échanges en société capitaliste c'est « donnant, donnant ». Pour obtenir de l'étranger les moyens de production qui lui seront nécessaires, l'Espagne devra fournir en échange d'autres marchandises.

Ces marchandises, ce sont les régions littorales qui les fourniront. La région côtière est dès maintenant largement exportatrice. Elle produit beaucoup plus de vin, d'huile, d'oranges, de minerais de fer et de cuivre que ce dont l'Espagne a besoin.

Comment s'y pose le problème d'une organisation socialiste de la production ?

La culture qui y prédomine est la culture intensive. Les « huertas » (vastes jardins irrigués) en sont la caractéristique. Il en résulte que la politique agraire à y suivre ne sera peut-être pas la même que sur le plateau. Alors que sur les vastes et pauvres plaines du plateau le travail collectif est peu coûteux et le seul payant, il se peut que dans les jardins il n'en soit pas de même. Les Soviets ont, il est vrai, pratiqué la collectivisation au Turkestan, région où il s'agit aussi de culture intensive et irriguée, et ils prétendent que, contrairement à ce que certains prédisaient, la collectivisation y a réussi aussi bien, sinon mieux, que sur les terres à culture extensive de la Volga. C'est là un fait qui mériterait confirmation. Pour le moins, une grande prudence semble devoir s'imposer dans la socialisation des terres sur lesquelles se pratique la culture intensive, base de la richesse agricole actuelle de l'Espagne. Tout en y débarrassant le cultivateur du capitaliste, en le libérant des fermages et autres redevances qu'il doit payer à son propriétaire, et en lui interdisant du même coup l'emploi du travail salarié, il se peut qu'il y ait intérêt à y maintenir, momentanément du moins, la possession individuelle, le travail « artisanal ».

Quant à l'industrie, on sait que, sauf en Catalogne, elle est à peu près inexistante.

Il y a en Espagne beaucoup de mines. Au point de vue des mines métalliques, l'Espagne est même le plus riche des pays miniers d'Europe, mais, une fois extraits, les minerais sont envoyés tels quels, ou après, tout au plus, une préparation élémentaire, en Angleterre, en France, en Belgique, en Allemagne, où ils sont traités, raffinés et travaillés. C'est le cas pour les riches minerais de fer de Bilbao au nord et ceux de la Sierra Nevada au sud, c'est le cas pour les importants minerais de cuivre de la province de Huelva, c'est le cas pour le plomb de la région de Linarès, etc... Pas d'industrie lourde, pas ou peu (sauf en Catalogne) d'industrie de transformation.

Ce qui apparaît à première vue comme la cause de cette situation, c'est, comme en Italie, le manque de charbon, le charbon « pain de l'industrie ».

(1) Ne pas confondre régime socialiste avec gouvernement social-démocrate, ce sont deux choses entièrement opposées.

L'Espagne ne possède en effet qu'un bassin houiller pauvre et ne contenant qu'un charbon de mauvaise qualité, le bassin des Asturies. Néanmoins, la position de l'Espagne est bien meilleure que celle de l'Italie. Celle-ci a en effet son industrie concentrée dans le nord, Piémont et Lombardie, c'est-à-dire dans une région continentale, loin de la mer ; le charbon étranger ne peut y parvenir qu'après un long parcours en chemin de fer, donc il est cher. En Espagne, au contraire, où toute l'activité économique et les principales richesses minières sont disposées sur le littoral, où l'industrie existante s'est installée et ne peut se développer que sur le littoral, l'industrie peut recevoir le charbon étranger à très bas prix. L'Angleterre peut livrer à l'Espagne autant de charbon que celle-ci aura besoin, de l'excellent charbon à bas prix, à plus bas prix que celui que paient la plupart des usines de pays continentaux comme la France et l'Allemagne qui disposent pourtant de bassins houillers sur leurs propres territoires.

Mais à une condition : c'est que l'Espagne veuille bien acheter son charbon à l'étranger. Or, précisément, cela n'a guère été le cas jusqu'à présent. Pour permettre aux propriétaires des mines asturiennes de faire des bénéfices, les gouvernements espagnols ont mis des barrières à l'entrée du charbon étranger. Obligée dès lors de payer son charbon très cher, l'industrie espagnole a été frappée de paralysie.

Ce serait, à mon sens, une erreur très grave pour un régime socialiste de suivre les mêmes errements. Il est absurde de vouloir, à toute force, employer le produit de son sol — surtout lorsqu'il s'agit d'un produit aussi essentiel que le charbon — alors que ce produit ne peut être obtenu sur le sol national qu'avec grandes difficultés, moyennant un gros travail, tandis qu'à l'étranger le même produit est obtenu avec un moindre travail.

Il faut avoir le courage de le dire : le bassin des Asturies est à sacrifier. Certes ! je sais ce qu'en régime capitaliste cela signifierait pour les milliers de mineurs qui y sont employés : être jetés à la rue et réduits à crever de faim. Mais le propre d'un régime socialiste est précisément de ne pas faire supporter aux individus les conséquences des nécessités économiques. Les frais de retraites, de transplantation et de réapprentissage des mineurs que la fermeture des mines libèrera, seront infiniment moins onéreux que le travail supplémentaire qu'il faudrait indéfiniment dépenser dans ces mines par rapport au travail que pour un même nombre de calories il faut dépenser dans les mines étrangères.

L'Espagne peut donc, à condition de sacrifier ses charbonnages, plus exactement ses simili-charbonnages, avoir du charbon dans de bonnes conditions.

Ces conditions suffiront-elles cependant pour permettre à l'Espagne de créer, avec l'aide de ses minerais, une industrie lourde ? La réponse me semble devoir être réservée, car elle dépend essentiellement de l'état actuel des mines métal-

liques espagnoles, du tonnage et de la teneur des minerais qui y sont encore.

Par contre, ce qui est certain, c'est que sur tout l'immense littoral de l'Espagne il peut se créer, avec le charbon de l'étranger, une importante industrie de transformation. Cela suffira pour faire de l'Espagne un pays industriel. On peut être un pays industriel sans posséder d'industrie lourde, de même que sans posséder de charbon. La Suisse, qui n'a pas d'industrie lourde, qui n'a pas de charbon, qui, pays essentiellement continental, ne peut se procurer le charbon étranger que dans de fort mauvaises conditions en est un remarquable exemple : par rapport à son étendue et à sa population elle est un des pays les plus industriels. De même la Suède qui, cependant, ne possède pas de grands bassins houillers.

Mais, pour cela, une condition est nécessaire : il faut avoir une industrie de *qualité*. Il faut, comme la Suisse et comme la Suède, produire à peu près exclusivement des produits de qualité supérieure, produire ce qui ne se trouve pas ailleurs.

Sur le littoral espagnol peut se créer toute une industrie exportatrice de produits de qualité, capable d'apporter son concours à la culture pour fournir à l'étranger la contre-partie de ce qu'il sera nécessaire de lui demander pour la mise en valeur du plateau.

LA PAROLE EST À LA C.N.T.

En résumé, l'Espagne est, comme l'était la Russie tsariste, un pays en retard ; son développement économique retarde considérablement sur celui des grandes nations capitalistes. Tout comme pour la Russie, ce retard ne peut être rattrapé par les voies capitalistes ; il ne peut l'être qu'au moyen d'une économie socialiste. C'est là un atout de premier ordre pour un régime socialiste.

En second lieu l'Espagne n'a point à craindre d'être isolée. Si, sur ce point, le problème se pose d'une manière assez différente pour elle que pour la Russie, si elle n'a pas, comme cette dernière, un immense territoire contenant à profusion des richesses naturelles, elle n'en a pas moins, grâce au climat remarquable d'une partie de son littoral et au grand développement de celui-ci qui lui permet de s'approvisionner à bon compte à l'étranger, les moyens d'obliger les autres pays, même capitalistes, à traiter avec elle et à lui fournir ce dont elle aura besoin. Le blocus de l'Espagne n'est pas plus possible que ne le fut celui de l'U.R.S.S.

La voie est donc grande ouverte pour la classe ouvrière espagnole. Elle doit se persuader qu'elle seule pourra redonner à l'Espagne vie et grandeur. Les perspectives sont claires, mais la lutte, bien entendu, est rude ; il faut avoir l'audace de s'y engager. La parole est à la C.N.T.

R. LOUZON.

REPONSE A LOSOVSKI

La C.G.T.U. aura près de dix années d'existence quand son congrès va se réunir le mois prochain. C'est en effet vers la fin de 1921 que les délégués de plus de 1500 syndicats confédérés se réunirent à la Grange-aux-Belles et donnèrent naissance à la Confédération Générale du Travail Unitaire, après avoir tenté une dernière fois de faire revenir la direction confédérale « régulière » sur les nombreuses exclusions de syndicats révolutionnaires prononcées dans plusieurs fédérations d'industrie.

Aux 1500 syndicats réguliers sont immédiatement venus s'ajouter les minorités révolutionnaires des syndicats réformistes, et, du jour au lendemain, la C.G.T.U. acquit une force qui laissait loin derrière elle la C.G.T., avec ses cadres à peu près intacts, mais des troupes extrêmement clairsemées.

Plus de 500.000 travailleurs avaient rejoint la C.G.T.U.; moins de 300.000 étaient restés à la C.G.T. Et c'étaient les éléments les plus combattifs, les plus allants, les plus jeunes qui formaient la nouvelle C.G.T., force montante qui pouvait sérieusement inquiéter la bourgeoisie.

Hélas ! la C.G.T.U. fut, dès ses premiers pas, tourmentée, déchirée par des luttes internes qui ont compromis son développement. Sa direction provisoire — sous le couvert du syndicalisme pur — voulut donner à la C.G.T.U. un caractère de secte anarchiste. Cette tentative échoua et la plupart de ceux qui l'avaient tentée ont peu à peu quitté l'organisation dont la direction leur échappait, montrant par là combien peu ils étaient syndicalistes.

Mais ce que les anarchistes n'ont pas réussi, les communistes, eux, l'ont réalisé. Ils ne se sont pas contentés d'avoir la direction de l'organisation, ils ont tenu à en faire la chose du parti ou plutôt la chose de l'Internationale Communiste.

Car en réalité, ce n'est pas le Parti Communiste français qui joue le rôle de fraction dirigeante, c'est l'Internationale communiste. C'est elle qui commande, c'est elle qui dirige... et c'est elle qui conduit à la catastrophe ! C'est sa politique à elle qui a fait perdre à la C.G.T.U. la moitié de ses effectifs, car les dirigeants français, que ce soit ceux du parti ou de la C.G.T.U., ont complètement abdiqué devant les chefs de l'I.C., lesquels ont certainement beaucoup à nous apprendre sur la façon de conduire une insurrection, mais ne sont nullement qualifiés pour diriger le mouvement syndical international.

Quelle est en effet leur expérience dans ce domaine ? Infiniment moins riche à coup sûr que celle des militants de n'importe quel pays capitaliste !

Avant la révolution, les syndicats russes étaient peu nombreux et les bolcheviks n'y jouaient pas un rôle prépondérant.

Aujourd'hui, les syndicats russes sont extrêmement nombreux et puissants, mais leur rôle est totalement différent des nôtres. Là-bas les syndicats sont chargés de développer la production, d'aider

à la bonne organisation du travail, de concilier les intérêts des travailleurs avec les besoins de l'économie nationale, etc., non de combattre.

C'est parce qu'ils dirigent notre C.G.T.U., en lui imposant leurs théories et leurs préjugés, c'est parce qu'ils s'efforcent constamment de lui appliquer des méthodes qui ne lui conviennent pas que les militants russes affaiblissent le mouvement révolutionnaire qu'ils se sont donné pour tâche de renforcer.

Ils sont assez clairvoyants pour discerner le mal. Nous voudrions les aider à en trouver la cause.

LE CRI D'ALARME

De Moscou même est venu un cri d'alarme : devant une délégation de la C.G.T.U., Losovski a tracé le plus sombre tableau de notre centrale syndicale, au point que des camarades furent fondés à parler du « discours minoritaire » du secrétaire de l'I.S.R.

Puis arriva l'invitation aux fédérations minoritaires ; les minoritaires que l'on affectait de traiter par le mépris, étaient pour la première fois invités à venir s'expliquer devant le Bureau de l'I.S.R.

Les fédérations minoritaires de l'Alimentation, des Ports et Docks, ainsi que l'Union des Cheminots du réseau de l'Etat avaient envoyé des délégués. La fédération de l'Enseignement, également invitée, ne put se faire représenter à Moscou faute de passe-ports.

Devant l'Exécutif de l'I.S.R., nos camarades Engler, Boville et Rambaud ont présenté des rapports tout à fait remarquables — publiés par le « Cri du Peuple » — sur la situation respective de leurs organisations. « L'Humanité », qui ne tient pas à fournir à ses lecteurs les moyens de se faire une opinion, s'est contentée de publier la résolution de clôture condamnant les minoritaires, et le discours de Losovski, reprenant contre la minorité toutes les attaques que nous avons l'habitude de lire dans la presse bolchevique.

Il nous faut l'avouer : Nous attendions mieux des débats devant l'I.S.R. Nous pensions que, du moment que l'on se rendait compte dans quelle situation désastreuse on avait conduit notre C.G.T.U., on allait enfin changer de méthode, que la majorité modifierait son attitude à notre égard, et que l'I.S.R. renoncerait à son ambition de contraindre le syndicalisme français à une homogénéité bolchevique impossible, à admettre par conséquent au sein de la C.G.T.U. l'existence d'autres courants ouvriers que celui représenté par le parti communiste.

Nous nous sommes trompés. Les « grands révolutionnaires » qui dirigent l'I.S.R. ne sont pas capables de se hausser à une véritable conception de classe ; ils placent l'intérêt de leur tendance au-dessus de l'intérêt du prolétariat. Ils préfèrent affaiblir et diviser nos organisations syndicales plutôt que de permettre à d'autres conceptions que les leurs de s'y exprimer et de s'y développer.

Peut-être qu'à Moscou on ne s'attendait pas à voir les délégués de la minorité s'en prendre aux dirigeants de l'I.S.R. eux-mêmes. Si nos camarades s'étaient contentés de dénoncer les fautes, les maldresses des exécutants en France, si eux aussi avaient dit : « c'est l'aiguille qui a tort », on aurait peut-être cherché un terrain d'entente ; on aurait alors avoué que les minoritaires avaient été calomniés, que leurs actes, leurs paroles avaient été déformés et qu'à tout prendre, malgré leurs divergences d'opinion, ils peuvent rendre à la classe ouvrière infiniment plus de services que beaucoup de chefs parfaitement dans la ligne, mais aussi parfaitement incapables.

Mais voilà ! Nos camarades n'ont pas craint de dire que la direction de l'I.S.R. était à l'origine du mal dont souffre notre mouvement syndical.

Cela, les partisans de l'« autocritique » pour les autres ne peuvent l'entendre. Ils sont là pour donner des leçons, et non pour en recevoir. Ils sont trop habitués à distribuer des semonces à des élèves obéissants et respectueux, pour ne pas considérer ceux qui viennent déranger l'ordre et la hiérarchie établis comme d'affreux contre-révolutionnaires.

Vous pouvez en effet reprendre toute l'abondante littérature répandue par l'I.S.R. depuis dix ans. Vous trouverez toutes sortes de reproches contre les militants des syndicats de tous les pays, mais jamais la moindre critique à l'égard de chefs de l'I.S.R.

QUI EST LOSOVSKI ?

Losovski, qui préside aux destinées de l'I.S.R. depuis sa création, est placé très haut dans l'esprit des militants français ; il passe à leurs yeux pour un des chefs clairvoyants et courageux qui ont conduit le prolétariat russe à la lutte et à la victoire. Monmousseau nous dira que son autorité « s'est forgée au cours de 25 années de lutte révolutionnaire au travers de la guerre civile et de toute l'expérience de la révolution d'octobre 1917 » et qu'il représente « l'admirable combativité du prolétariat russe ».

Nous allons peut-être aggraver le crime commis par le « Cri du Peuple », qui a reproduit l'appréciation de Trotsky sur le secrétaire général de l'I.S.R., mais nous tenons à dire deux choses :

D'abord qu'il est d'autres militants de Russie et d'ailleurs « dont l'autorité s'est forgée au cours de nombreuses années de lutte révolutionnaire » et qui incarnent la combativité du prolétariat russe, que Monmousseau traite avec beaucoup moins de déférence ;

Ensuite que Losovski n'est nullement qualifié pour représenter « l'admirable combativité du prolétariat russe, en octobre 1917 », car si le prolétariat russe n'avait eu que des Losovski pour le servir, sa révolution aurait pris un tout autre chemin, et l'Union Soviétique serait encore dans les limbes.

Quelle a été en effet l'attitude de Losovski pendant la révolution d'octobre 1917 ?

Si nous nous en reportons au livre de John Reed : « Dix jours qui ébranlèrent le monde » — lequel, d'après Lénine, donne « un tableau exact et extraordinairement vivant » de ces journées historiques, voici ce que nous apprenons :

Le 10 novembre 1917, au moment où Pétrograd était menacé par les troupes de Kerenski et de Kornilov, au moment où toutes les forces révolutionnaires étaient tendues pour la défense de la capitale menacée, au moment où Trotsky organisait de toutes pièces la défense de la ville en envoyant des ouvriers creuser des tranchées, élever des barricades et poser des fils barbelés, au moment où on s'efforçait de rassembler toutes les forces révolutionnaires, où la moindre défection, le moindre découragement pouvaient avoir les effets les plus graves, Losovski, lui, n'avait pas confiance dans « l'admirable combativité du prolétariat russe » et donnait libre cours à son pessimisme : « **Quelles chances avons-nous ? disait-il, nous sommes seuls... Une cohue impuissante contre des troupes entraînées !** »

La « cohue impuissante » est parvenue quand même à refouler les armées bourgeoises.

Lénine prit alors un certain nombre de mesures pour consolider le pouvoir du prolétariat, parmi lesquelles la confiscation des imprimeries et l'interdiction des journaux bourgeois.

Nous voyons alors Losovski se joindre à la coalition dressée contre Lénine pour tenter d'arracher la liberté de la presse en faveur des ennemis du régime et protester contre la répression politique exercée par les bolcheviks.

Oui, en pleine guerre civile, le « bolchevik » Losovski déclarait qu'il était « impossible de voter une restriction quelconque de la liberté de la presse », ce qui signifiait qu'il fallait restituer aux capitalistes les imprimeries et le papier, qui leur avaient été confisqués, pour leur permettre de continuer à empoisonner l'esprit public.

C'était, comme le marqua avec force Trotsky, « une capitulation devant la volonté du capital, l'abandon d'une des positions les plus importantes de la Révolution ouvrière et paysanne, en un mot, une mesure incontestablement contre-révolutionnaire ».

Au vote, le bloc des S.R. de gauche auxquels s'étaient joints Losovski et quelques autres, fut battu, et la résolution de Lénine triompha par 34 voix contre 24.

Mais la lutte ne se borna pas au vote d'une résolution. Ceux qui avaient été battus avec Losovski abandonnèrent les postes qui leur étaient confiés en déclarant : « Nous ne pouvons pas accepter la politique désastreuse du Comité central, politique menée contre la grosse majorité du prolétariat et des soldats ».

Le pays tout entier se souleva alors contre les « déserteurs », les « hommes de peu de foi » qui capitulaient ainsi devant la bourgeoisie. Et, « plusieurs jours durant, Smolni fut inondé de délégations et de comités qui venaient dire l'indignation du front, de la Volga, des usines de Petrograd... »

Voilà donc, ce que fut, d'après un témoin impartial, le rôle de Losovski pendant les journées d'octobre.

Le jugement de Trotsky, donné par le « Cri du Peuple » du 2 septembre, ne fait que confirmer et compléter le témoignage de John Reed.

« Losovski — nous dit le grand révolutionnaire proscrit du pays de la révolution — fut toujours un droitier, défendant le longuettisme en France et la

démocratie petite bourgeoise en Russie. Il polémique contre la Révolution d'octobre, contre la terreur rouge, contre la guerre civile... »

Voici d'ailleurs un échantillon de la prose de Losovski, parue en **décembre 1917**, que Digat vient de reproduire. Elle nous montre le secrétaire de l'I.S.R. essayant de dresser les syndicats contre la révolution et défendant (qui l'eût cru ?) ...l'indépendance syndicale !

« La censure préventive, écrivait Losovski, la suppression des journaux, l'abolition de la liberté d'agitation pour les partis socialistes et démocratiques, toutes ces mesures ne peuvent pas être approuvées par les syndicats. Les syndicats doivent aussi protester contre les arrestations des minimalistes et des socialistes révolutionnaires pour la propagande qu'ils mènent parmi les ouvriers ; ils doivent protester contre les perquisitions dans les cercles. On ne peut pas résoudre toutes les questions sociales à l'aide des baïonnettes des gardes rouges.

« Pendant des années et des dizaines d'années, nous devons mener la lutte pour le socialisme, et c'est pourquoi l'existence indépendante des syndicats ouvriers est une nécessité absolue. »

Ces quelques citations nous permettent de discuter les actes et les paroles du secrétaire de l'I.S.R. sans voir cette discussion faussée par le poids d'une autorité usurpée.

Ceci dit, examinons les deux discours qu'il vient de consacrer au mouvement syndical français.

Le premier discours de Losovski

Dans le premier de ces discours, prononcé en juin, les dirigeants de la C.G.T.U. sont secoués d'importance : ils disent toujours « Amen » lorsqu'ils sont à Moscou, mais ne remplissent jamais bien leurs engagements quand ils retournent à Paris.

« Quand nos camarades viennent à Moscou, dit Losovski, ils raisonnent fort bien, ils font de l'autocritique, ils reconnaissent leurs faiblesses, et souvent même plus qu'il ne faudrait. Mais à mesure qu'ils s'éloignent de Moscou pour se rapprocher de Paris... il semble qu'on ne s'entend plus. »

Ça ne peut pas continuer ainsi :

« C'est pourquoi il faut tâcher que l'autocritique exprimée par vous ici ne reste pas à Moscou, mais qu'elle soit transportée devant la C.G.T.U. et posée devant tous les membres du mouvement syndical unitaire, devant tous les ouvriers. »

Car Losovsky en a assez de voir ses subordonnés reconnaître toutes les fautes qu'il leur demande, et même plus qu'il ne leur en demande puisque « les faiblesses mille fois signalées se renouvellent quand même d'une façon systématique... et se répètent aussi régulièrement que la haute et la basse marée de l'Océan » !

Losovski pose cette question : Le mouvement syndical unitaire s'est-il développé, a-t-il progressé depuis le V^e Congrès de l'I.S.R. ? Et il répond : Non, il s'est développé à rebours. Les ouvriers ne viennent pas dans nos organisations et, ce qui est plus grave, une certaine partie d'entre eux s'en éloignent.

Parce que « nos syndicats font tout leur possible pour que dans la tête de chaque ouvrier l'organisation syndicale soit identifiée avec l'organisation du parti communiste ».

Parce que l'on oublie que « le syndicat est une organisation qui n'a sa raison d'être que si, dans son action de tous les jours, dans ses méthodes de travail, il se distingue de l'organisation politique de la classe ouvrière. »

Parce que « les grèves sont très mal organisées et très mal conduites ».

Parce que l'on ne sait pas « faire comprendre à chaque ouvrier quand, comment, en quoi les réformistes trahissent la grève ».

Parce que « l'on présente des revendications toute faites, rédigées dans le bureau d'une fédération et tombant à l'improviste sur la tête des ouvriers ».

Parce que « la C.G.T.U. n'a pas su défendre l'unité ».

Parce qu'« il n'y a pas chez nous de véritable démocratie syndicale ».

Parce que « le mouvement français est trop rectiligne, et ne sait pas s'adapter à la situation actuelle ».

Nous n'allons pas prendre ici la défense des dirigeants confédéraux puisqu'eux-mêmes — à l'instar des ingénieurs du parti industriel ou du professeur Moulin — reconnaissent tout ce dont on les accuse !

Mais examinons les fautes relevées, et voyons si les principaux responsables sont les exécutants de Paris ou les chefs de Moscou ?

Deux fautes capitales

Le syndicalisme unitaire « se développe à rebours » ? Depuis quand ? Depuis qu'il est devenu la chose du Parti communiste. Depuis que la mise en application du « rôle dirigeant » a fait commettre aux syndicats bêtises sur bêtises : grèves aventureuses, grèves générales loupées, grèves corporatives artificielles, grèves sabotées par la politisation, etc... et l'impossibilité de s'opposer à ces bêtises sans se faire injurier, et traiter d'agent de la bourgeoisie !

Deux fautes capitales ont donné une allure catastrophique à ce « développement à rebours » de nos syndicats : l'abandon par l'I.S.R. de l'unité syndicale à son congrès de 1928 ; la proclamation du rôle dirigeant au congrès confédéral de 1929.

Or, ces deux fautes capitales ont été commises sur l'ordre de Moscou ! Et la plupart des fautes que dénonce Losovski découlent directement de ces deux décisions, qui n'ont pas seulement fait fuir les syndiqués par centaines de mille, mais ont de plus défigurés notre mouvement syndical et désaxés les militants désireux de demeurer dans la ligne, parce qu'ils confendent la soumission aux chefs de l'I. C. et de l'I.S.R. avec l'attachement à la révolution russe.

Nos syndicats, dit Losovski, font tout leur possible pour que dans l'esprit de chaque ouvrier le syndicat soit identifié avec le parti. A qui la faute ? N'est-ce pas l'I.S.R. qui faisait les recommandations suivantes dans son message au congrès de 1929 : « Vous devez plus que jamais raffermir les liens qui se sont établis au cours des luttes de la période écoulée entre les syndicats unitaires et le parti communiste. »

Les syndicats ont leur action, leur méthode qui se distingue de celles du parti ? Il ne fallait alors pas pousser à la « politisation » des grèves en envoyant des députés y palabrer. Il ne fallait pas mêler les syndicats aux campagnes électorales du parti.

Des grèves sabotées

Les grèves sont mal organisées, mal conduites ? C'est parce que les militants n'ont pas la liberté de les organiser, de les conduire comme ils l'entendent. Les méthodes de commandement de l'I.S.R. font que chaque militant soucieux de sa réputation révolutionnaire, applique, tel un automate, les méthodes fixées par l'I.S.R. Il doit, dans chaque grève, faire de la grande politique, parler de la Chine et de l'U.R.S.S., parler de crise et de rationalisation, de dangers de guerre, dénoncer les minoritaires, même s'ils sont absents, condamner les réformistes, même s'ils n'ont pas encore mérité de reproche. Il se croit obligé de faire de la surenchère, sans attacher autrement d'importance au succès des revendications, heureux et satisfait s'il a pu enregistrer la constitution d'un comité de luttes, qui disparaît huit jours après, et l'adhésion d'une douzaine de confédérés, que l'on ne revoit plus après la grève.

On ne sait pas faire comprendre aux ouvriers en quoi les réformistes trahissent la grève ? Parbleu ! Lorsque Losovski dit : « Il est certain qu'ils trahiront », à quoi bon se fatiguer les méninges ? On est sûr de ne pas se tromper en répétant du 1er janvier à la saint Sylvestre que tous les réformistes sont des traîtres !

Le système de revendications toutes faites, non soumises préalablement aux ouvriers ? Cela découle aussi du centralisme de l'I.S.R. Les dirigeants des syndicats ne se mettent pas à la remorque des ouvriers, ils sont là pour les diriger ! Comme la direction de l'I.S.R. dirige les syndicats affiliés, au lieu d'être dirigée par eux !

L'I. S. R. contre l'unité

La C.G.T.U. n'a pas su défendre l'unité syndicale ? Il faudrait reconnaître que cela lui est extrêmement difficile si elle veut demeurer dans la ligne de l'I. S. R. !

C'est l'I.S.R. en effet, qui, depuis son IVe Congrès, a fabriqué toute une théorie de la scission ; elle a fait dire en France que l'unité était impossible ; elle a reproché à ses partisans dans les pays où l'unité existe d'avoir peur de la scission ; elle a fait briser l'unité dans plusieurs organisations allemandes ; elle a préconisé la « direction autonome des grèves ».

Elle a même fait pire : Dans son message au dernier congrès de la C.G.T.U., en 1929, elle conseillait d'étendre la lutte jusqu'aux militants de base dans les usines. « **Il s'agit d'appliquer à leur égard la même tactique qu'à l'égard des fascistes et des jaunes, en exigeant qu'ils soient boycottés, expulsés, hors des entreprises, etc.** »

Et au dernier congrès de l'I.S.R. en 1930, Losovski récidivait en préconisant la constitution de groupes d'auto-défense pour lutter contre « la police, les fascistes et les **social-fascistes.** »

Je vous le demande, comment voulez-vous que la C.G.T.U. sache défendre l'unité avec des ouvriers qu'on lui recommande de boycotter, d'expulser hors des entreprises et qu'on assimile aux flics et aux fascistes !

Non, si la C.G.T.U. n'a pas su défendre l'unité, c'est parce qu'elle s'est confinée à la politique de l'I.S.R., et lorsque Monmousseau a écrit sa phrase fameuse : « C. G. T. unique, C. G. T. de trahison », il était tout à fait dans la ligne des deux derniers congrès de l'I.S.R.

« Démocratie à rebours »

Il n'y a pas dans la C.G.T.U. de véritable démocratie syndicale ? Mais à l'I.S.R., y en a-t-il davantage ? Et n'est-ce pas la conception centraliste de l'I.S.R. qui s'oppose à une véritable démocratie syndicale ? Du haut en bas de l'échelle ne voyons-nous pas les « chefs » hiérarchiques censurer l'action de leurs subordonnés, leur distribuant des ordres, au lieu de soumettre leur propre activité au jugement de leurs mandants ! Du moment que ce sont les chefs qui dirigent, à quoi bon demander l'avis à ceux qui seront contraints d'obéir ? Et les militants majoritaires français semblent très bien s'arranger de cette démocratie à rebours.

Un exemple frappant : A la veille du dernier Congrès de l'I.S.R., la C.G.T.U. a mené une agitation intense pour la préparation du Congrès.

En quoi pensez-vous qu'a consisté la préparation de ces « assises mondiales » ? Reprenez les articles et discours prononcés ; vous trouverez dans tous l'affirmation que les perspectives tracées précédemment étaient justes, que le mouvement français avait mal appliqué la décision du IVe Congrès et qu'il fallait s'y prendre mieux pour appliquer celles du Ve Congrès... dont personne ne se souciait même de connaître l'ordre du jour. Il ne venait à l'esprit d'aucun délégué ni la pensée d'avoir à examiner une gestion, ni le souci d'élaborer des décisions qu'on se propose seulement d'appliquer...

Les représentants de notre C.G.T.U. n'auraient jamais cette pensée sacrilège de discuter l'attitude des dirigeants de l'I.S.R. et, encore moins de participer à l'élaboration d'un programme.

Eh ! bien, ceux qui sont trop respectueux de la hiérarchie pour se dresser à l'I.S.R. contre Losovski, jouent ici aux Losovski en commandant aux syndicats et aux syndiqués, au lieu d'être commandés par eux.

Et de même, pourquoi « le trait le plus caractéristique et le plus dangereux du mouvement français, est d'être rectiligne » ? Pourquoi les militants français se comportent-ils de façon identique ? Pourquoi manquent-ils de « souplesse révolutionnaire » ? C'est encore, c'est toujours par souci de demeurer dans la ligne. Pour ne pas être accusés de direction gauchiste ou opportuniste les militants communistes se dépouillent de toute originalité, de toute personnalité, et là est la cause de leurs faiblesses et de leur incapacité. Si ces militants redevenaient eux-mêmes, s'ils agissaient chacun selon les méthodes qui lui apparaissent les meilleures, nul doute que les résultats aussi seraient meilleurs.

D'ailleurs le mal est-il limité à la France ? Est-ce seulement ici que l'influence de l'I.S.R. est en recul ? Non pas. C'est partout que l'I.S.R. perd du terrain au bénéfice du réformisme.

Et si l'on veut que cela change, il faut renoncer à vouloir faire du mouvement syndical révolutionnaire un mouvement purement bolchevick.

Le second discours

Losovski voudrait bien nous voir hors de l'I.S.R. — et cela aussi indique pourquoi ses partisans en France ne savent pas lutter pour l'unité syndicale. Visiblement, il n'est pas satisfait par les réponses des délégués minoritaires, qui déclarent, unanimement : « Oui, nous sommes membres de l'I.S.R. et entendons le demeurer ». Il dresse alors la somme des désaccords, pour aboutir à cette conclusion : « Il n'y a rien de commun entre nous ; il faut par conséquent nous séparer. »

S'il faut se séparer chaque fois que l'on n'est pas d'accord, alors il faut dire clairement qu'on ne veut pas d'organisation syndicale de masse, groupant tous les ouvriers, quelle que soit leur conception ; il faut dire que les révolutionnaires ont eu tort en France de lutter en 1921 contre la scission ; il faut dire aux communistes allemands et anglais qu'ils n'ont rien à faire dans les syndicats réformistes.

Non, camarade Losovski, il vous faut apprendre ou réapprendre à distinguer vous-même entre syndicat et parti. S'il est normal que les membres d'un parti s'unissent autour d'un programme, les syndicats, eux, n'ont pas besoin de cet aimant artificiel ; tous les exploités, qui veulent défendre leurs intérêts, y ont tout naturellement leur place, quelle que soit leur conception. Par conséquent, nous pouvons être en désaccord avec la direction de l'I.S.R. sans que cela puisse motiver la question : « Etes-vous membres de l'I.S.R. ? »

NOS DESACCORDS

Losovski a dressé une liste de nos désaccords. Nous allons la reproduire telle quelle.

Nous sommes en désaccord, dit Losovski :

1. *Sur l'appréciation de la situation du capitalisme international et français.*
2. *Sur la question de savoir s'il y a une radicalisation de la classe ouvrière et sur les causes et les indices de la radicalisation.*
3. *Sur la question des relations réciproques entre l'économique et le politique ; sur les relations entre les syndicats et le Parti Communiste.*
4. *Sur les formes et méthodes de lutte pour l'unité syndicale, et sur la question de savoir ce qu'est l'unité de la classe ouvrière et quelles fins elle doit servir et comment.*
5. *Sur l'attitude à observer contre le réformisme et les organisations politiques et syndicales réformistes.*
6. *Sur la tactique des grèves et sur les devoirs des syndicats révolutionnaires à l'égard du mouvement gréviste dans les autres industries et dans les autres pays.*
7. *Sur la structure, la vie intérieure et le travail quotidien des syndicats, car nous interprétons la démocratie syndicale dans un sens révolutionnaire, et vous autres, dans un sens réformiste.*
8. *Sur les rapports entre l'organisation centrale et les organisations locales et dans la question de savoir comment redresser la ligne, si c'est nécessaire.*
9. *Sur la question de savoir si la guerre est proche et comment, quand, par quelles méthodes, l'Internationale révolutionnaire et ses sections doivent lutter contre la guerre.*
10. *Sur la question des relations entre l'Internationale et ses sections et les organisations locales de celles-ci.*

11. *Nous sommes en désaccord avec vous sur la question de savoir qui vous êtes.*

12. *Nous sommes en désaccord avec vous sur la question de savoir où vous allez.*

La situation du capitalisme

L'appréciation de la situation du capitalisme prend vraiment une importance démesurée chez nos camarades russes. Ils apportent constamment des thèses massives sur l'état du capitalisme et concluent chaque fois par l'annonce de bouleversements... qui tardent à se réaliser ! « L'ère de la prise du pouvoir est ouverte », nous dit-on un jour ; le lendemain, c'est le fascisme qui est là, ou la guerre qui est imminente...

Il nous faut avouer que nous sommes loin de posséder les connaissances générales permettant de définir avec certitude l'état du capitalisme mondial à une époque déterminée. Nous voudrions bien croire qu'il existe beaucoup de militants ouvriers capables de posséder cette science, mais nous plaignons sincèrement ceux qui osent se prononcer sur un pareil problème en s'abreuvant uniquement aux sources du journal l' « Humanité »...

Avec nos connaissances fragmentaires, avec notre expérience de la lutte des classes, nous avons émis, quelques appréciations qui ne cadrent pas avec les pronostics changeants des bolcheviks.

Au Congrès confédéral de 1929, Chambelland avait déclaré que le capitalisme aurait pu trébucher après la guerre, mais qu'il s'était consolidé depuis, qu'il n'est pas au bout de son rouleau et qu'il a encore de nombreuses années à vivre. « Nous sommes, disait-il, dans une période qui va se continuer pendant 20 ou 30 ans. »

On a beaucoup exploité contre nous les formules de Chambelland. Et l'on s'est efforcé de faire oublier qu'en face de lui il y avait les déclarations de la majorité confédérale et de l'I.S.R. affirmant que le capitalisme se débattait dans une crise sans issue et que l'ère de la prise du pouvoir était ouverte pour le prolétariat.

Or, ceux qui ont toujours eu des « perspectives justes » admettent à présent que la bourgeoisie peut surmonter ses difficultés actuelles et que l'issue de la crise reste une question de force entre la bourgeoisie et le prolétariat.

C'est parfaitement notre avis. Et c'est à rendre le prolétariat mieux organisé et plus combatif que tout révolutionnaire doit travailler, même s'il ne croit pas à l'imminence du triomphe de sa classe sur ses exploités.

Actuellement, le capitalisme traverse de graves difficultés pour l'écoulement de ses produits. Des entreprises ferment, d'autres travaillent au ralenti.

Quel est le devoir des organisations ouvrières en de pareilles « conjonctures » ? Pour nous, c'est, en tout premier lieu, la lutte contre les diminutions des salaires qu'il importe d'organiser, parce que c'est là et là seulement que la bourgeoisie porte et portera surtout son offensive ! Il faut aussi arracher aux pouvoirs publics le maximum de secours pour les chômeurs. Sans que cela dispense les ouvriers qui travaillent de l'effort de solidarité en faveur de leurs camarades sur le pavé, parce que c'est à nos

yeux le meilleur moyen de lier ensemble les ouvriers chômeurs et non chômeurs et d'empêcher le patronat d'utiliser les chômeurs pour abaisser les salaires.

Les dangers de guerre

« La guerre est imminente ». Voilà exactement trois ans que l'Internationale Communiste et, à sa suite, l'I.S.R., ont lancé cette affirmation. Il y a trois ans toute l'agitation de notre C.G.T.U. tournait autour de cette idée.

Actuellement, on veut encore faire croire à l'imminence des dangers de guerre. On en parle beaucoup moins, mais on ne peut davantage supporter notre doute à cet égard. Ne pas croire en l'imminence de la guerre, c'est, paraît-il, faire le jeu de l'impérialisme.

Certes, les dangers de guerre en régime capitaliste sont permanents, mais malgré tous les arguments de Losovski, nous continuons à penser qu'il n'y a pas, à l'heure actuelle, de menace immédiate d'une guerre mondiale. Nous voyons bien des causes de conflits nombreuses. Pour ne parler que de la France, nous la voyons aux prises alternativement avec chacun de ses voisins, mais on ne peut encore dire avec certitude duquel de ses différends sortira la guerre. Le soldat français ne sait pas encore contre qui on lui demandera de se battre. Or, il faut, pour entraîner une nation à la guerre, il faut une préparation psychologique de longue haleine, il faut faire croire au pays qu'un voisin en veut à son existence. Cette préparation n'est pas au point.

Quant à la guerre contre l'U.R.S.S., nous pensons que la bourgeoisie a dû se rendre compte que c'était là un mauvais moyen pour abattre le régime soviétique. Ses tentatives au cours des premières années de la révolution lui ont coûté cher et ont abouti à renforcer le bolchevisme. L'idée d'agression n'a peut-être pas complètement disparu de l'esprit de quelques généraux, mais la bourgeoisie dirigeante n'écoute pas leurs suggestions et semble au contraire s'engager de plus en plus dans une politique de collaboration avec le gouvernement des Soviets.

Mais, voyons maintenant les méthodes de lutte envisagées par les bolcheviks contre la guerre.

Avant 1914, on disait : plutôt l'insurrection que la guerre ! Et cette formule a été vite oubliée lorsque sont arrivées les feuilles de mobilisation.

Que préconise actuellement l'I.S.R. ? L'agitation ? D'accord ! Et ensuite ? La soumission à l'ordre de mobilisation ! C'est du moins ce qu'a défendu « l'Humanité » les rares fois où elle a indiqué l'attitude que devaient avoir les communistes en cas de guerre : Répondre à l'ordre de mobilisation pour transformer ensuite la guerre impérialiste en guerre révolutionnaire.

La formule de 1914 a fait faillite, parce que les militants qui devaient s'efforcer de la mettre en pratique ont trahi leurs engagements. Mais elle nous semble plus facilement réalisable que la formule de l'I.S.R. En tout cas, elle pourrait influencer davantage sur les décisions des gouvernants.

Tandis que répondre à l'ordre de mobilisation, se mettre à la disposition de l'autorité militaire, c'est tout de suite réduire au minimum les possibilités d'action révolutionnaire en permettant à la bourgeoisie de disperser les militants à son gré et de les mettre dans l'impossibilité d'agir.

La radicalisation des masses

Nos communistes prennent trop leurs désirs pour des réalités. Comme ils ont besoin de croire que la révolution est proche, il leur faut affirmer aussi que les masses ouvrières se radicalisent et qu'elles vont bientôt se lancer à l'assaut du pouvoir. Cela ne les prépare d'ailleurs pas à profiter des possibilités qui s'ouvrent à eux, et ne les a pas empêché de dire, par exemple, que la chute de la royauté en Espagne était une chose sans importance pour le prolétariat. Ils n'ont pas compris que cet événement allait donner une impulsion au mouvement ouvrier qui, bien dirigé, pourrait permettre les plus grands espoirs.

Les masses se radicalisent ? Mais nous ne demandons qu'à le croire ! Et nous pensons même qu'il serait impossible au plus fiefé contre-révolutionnaire de nier la radicalisation des masses si vraiment elle se manifestait.

Mais il ne suffit pas de s'emparer de tel ou tel fait isolé, de le grossir à dessein, puis de dire : Voilà la preuve de la radicalisation des masses !

Au Congrès de la XX^e Union régionale, en avril 1930, la minorité a présenté une résolution qui définissait clairement à quels indices on peut reconnaître qu'il y a radicalisation des masses :

« Une véritable radicalisation des masses, si elle avait existé, se serait manifestée par des démonstrations révolutionnaires imposantes, l'augmentation des effectifs de nos organisations, une fréquentation plus grande des assemblées et des meetings, une augmentation du tirage de la presse révolutionnaire, un afflux de voix aux différentes consultations électorales.

« Le fait qu'aucun de ces signes n'a pu être enregistré, indique suffisamment que la période actuelle ne peut être caractérisée par un essor révolutionnaire et ne pose pas, comme un problème actuel, la question de la guerre civile et de la prise du pouvoir. »

Voilà dix-huit mois que la minorité a tenu ce langage. Nous ne croyons pas, malheureusement, pouvoir modifier cette appréciation en face du recul continu du mouvement révolutionnaire constaté officiellement aujourd'hui par l'I.S.R. et la C.G.T.U.

Le parti, fraction dirigeante

D'après Losovski, défendre l'indépendance du syndicalisme, c'est faire le jeu de la bourgeoisie ; vouloir que les ouvriers soient les maîtres de leurs syndicats, c'est trahir leurs intérêts. Pour bien défendre les intérêts des ouvriers, il faut les placer sous la direction de groupements dont font partie des bourgeois ! les syndicats qui ne groupent que des salariés ont besoin d'être dirigés par des partis où pénétre n'importe qui !

Nous voulons, nous, que la classe ouvrière fasse ses affaires elle-même. Nous disons qu'il n'y a qu'une organisation de classe : le syndicat, parce que là seulement tous les salariés ont leur place et qu'eux seuls y ont leur place.

Nous estimons que pour qu'ils puissent accomplir leur mission, il faut que les syndicats demeurent indépendants à l'égard de tous les partis.

Nous n'avons jamais défendu cette idée que le politique et l'économique sont choses distinctes. Nous savons que toute action de classe a toujours un double caractère : politique et économique. Nous savons que dans les luttes importantes, même si les revendications ouvrières ne sont que des revendications de salaires ou d'heures de travail, les grévistes trouvent aussitôt contre eux les agents du pouvoir.

Le syndicalisme a par conséquent à prendre en main les intérêts de classe des travailleurs et à les défendre sur le double terrain : politique et économique.

Mais sa politique ne peut être liée à celle d'un parti quel qu'il soit ; les partis sont trop tentés de substituer leur intérêt de parti à celui de classe. Pour s'en convaincre, il suffit de voir combien la lutte contre le patronat et la bourgeoisie tient infiniment moins de place chez les socialistes et les communistes que la lutte que mènent les uns et les autres pour leur destruction réciproque.

Le parti communiste, fraction dirigeante ? A quel titre ? Est-ce en raison des ravages qu'il fait dans toutes les organisations où il pénètre ? Est-ce en raison des défaites auxquelles il conduit systématiquement les ouvriers ?

Certes, nous admettons bien que chaque tendance s'efforce d'être la meilleure interprète des intérêts ouvriers, qu'elle tâche de gagner la confiance de la classe ouvrière et d'être son avant-garde. Mais ce n'est pas ce que font les communistes, qui ne cherchent qu'à s'emparer des directions syndicales pour mettre ensuite les syndicats à la remorque de leur parti.

C'est faux, dit Losovski, il n'y a pas **subordination**, il y a seulement **accord**. Mais que signifie, je vous prie, l'**accord** avec un groupement que l'on proclame « la seule avant-garde prolétarienne **dirigeante** ? »

Et comme Rambaud lui signale certain article qui donne tout son sens à ce texte, Losovski devient formaliste et déclare que les décisions de congrès sont plus importantes que les articles.

Mais alors, si c'est vrai, pourrait-on nous dire ce qu'est devenue, précisément sur cette question, la décision du 2e Congrès de l'I.S.R. retirant des statuts la liaison organique entre syndicats et partis et comment l'on en tient compte à l'I.S.R. ?

Nous sommes, d'après Losovski, attaché à de vieilles traditions, puisque nous nous réclamons encore de la charte d'Amiens, qui date de 1906. Lui et ses partisans ne s'attachent pas aux vieilles formules, ils vont toujours de l'avant. Mais savent-ils que la charte d'Amiens ne fut qu'une réaction contre les conceptions des social-démocrates bolcheviks d'alors, qui ne concevaient le syndicalisme que sous la tutelle des partis ? En croyant rénové

le syndicalisme, nos communistes ne font que le ramener un demi-siècle en arrière.

L'indépendance du syndicalisme mène, paraît-il, au réformisme. Et Losovski nous cite l'exemple de Sirolle. Si une hirondelle devait faire le printemps nous demanderions alors où mène le communisme en rappelant qu'à l'époque où Sirolle défendait l'indépendance du syndicalisme, un seul délégué au congrès de Saint-Etienne avait osé défendre la liaison organique : il s'appelait Lauridan !

Des bourgeois tiennent le même langage que nous, en faveur de l'indépendance syndicale ? Possible. Ils n'y mettent sûrement pas le même contenu ; ils n'y voient que l'affaiblissement du bolchevisme ; nous y voyons, nous, une renaissance du mouvement ouvrier. Mais, dites-moi donc, quand « l'Humanité » reprend contre le « Populaire » le langage d'Herriot, de Coty ou du « Temps », est-ce que cela signifie qu'elle fait cause commune avec eux contre les socialistes ?

L'unité syndicale

Losovski ne fait nulle difficulté pour avouer qu'il a changé d'opinion sur l'unité. Nous pourrions clore ce chapitre tout de suite en disant que toutes les bonnes raisons invoquées jadis par Losovski en faveur de l'unité conservent encore leur valeur à nos yeux, parce qu'il ne nous semble pas du tout que la situation ait changé. En 1922, 23, 24, 25 et 1927, nous savions déjà ce que valait la politique de Jouhaux. Et nous voulions l'unité précisément pour mettre fin à la politique de Jouhaux. Celle-ci s'est aggravée ? C'est douteux, mais même en ce cas, le seul moyen d'y mettre fin est de redoubler d'efforts en faveur de l'unité.

Losovski prétend que ses méthodes ont changées, il est toujours pour l'unité ; mais seulement avec les ouvriers, sans les chefs.

Voilà bientôt quatre ans qu'on a adopté cette formule. Quels en sont les résultats ? Il ne faut tout de même pas se contenter de répéter d'aussi « bonnes » formules et se refuser à voir que leur résultat est au-dessous de zéro, puisqu'au lieu de détacher les ouvriers des chefs réformistes, on a fait tout le contraire ! L'expérience est concluante.

La vérité est que Losovski est contre l'unité ; il est contre l'unité parce qu'il n'a plus confiance dans le triomphe de ses conceptions au sein d'une organisation unique et qu'il préfère régner sur une organisation squelettique que de ne pas régner du tout. L'intérêt de secte d'abord !

Et il dresse des fantômes contre l'unité : « Vous ne le voyez pas que, dans tous les pays y compris la France, ce sont les syndicats réformistes qui non seulement aident l'offensive patronale, non seulement la soutiennent, mais souvent prennent la direction des mouvements pour briser les grèves au cours de leur développement. »

Voilà donc Losovski qui ne condamne plus seulement les chefs, mais « les syndicats » réformistes eux-mêmes.

Mais admettons qu'en effet des syndicats brisent les grèves. Comment les en empêcher ? Est-ce en leur adressant des imprécations du dehors ? Ne

croit-on pas au contraire que l'unité est le meilleur moyen de mettre un terme à cette situation, comme elle mettrait aussi un terme aux grèves déclenchées par une petite minorité, contre la volonté de la majorité des ouvriers, et par conséquent vouées à un échec certain ?

Pour mieux déconsidérer l'unité, Losovski cite l'exemple de l'Angleterre où il y a un mouvement syndical et où cependant on enregistre des échecs. Qu'est-ce que cela veut dire ? Que l'unité ne suffit pas pour vaincre ? D'accord ! Au temps de l'unité en France, nous avons aussi subi des échecs. Mais l'on peut répondre sans hésiter qu'en Angleterre comme ailleurs le mouvement syndical serait encore plus faible s'il était divisé. L'unité n'est pas une panacée, mais elle permet d'augmenter les chances de victoire du prolétariat.

Losovski s'est aussi attaqué à la composition du comité des « 22 ». Comment ! l'unité avec Dumoulin, avec Digat, « l'ami de Renaudel et de Paul-Boncour » ? Mais oui, avec ceux-là et avec les autres, avec Jouhaux et avec Mounousseau ! L'unité que vous vouliez faire avec ces mêmes hommes avant votre tournant de 1928, l'unité non pas pour abdiquer devant le réformisme mais pour le combattre plus efficacement, et aussi plus honnêtement que vous ne le faites.

La lutte contre le réformisme

Losovski nous accuse de tomber dans le réformisme. Nous ne sommes pas assez agressifs contre les chefs et ne dénonçons pas avec assez de vigueur leurs trahisons.

Ici encore une question : A quoi servent votre vigueur et vos injures contre le réformisme ? Il était très affaibli au moment de la scission. Il s'est beaucoup renforcé depuis. Est-ce parce que sa politique est meilleure ? Pas du tout. Il a recruté parce que vous recrutez pour lui. Les ouvriers qui vont aux syndicats confédérés y vont moins parce qu'ils sont séduits par la politique de Jouhaux, que parce que la vôtre de politique les éloigne.

Nous pensons que notre attitude, que notre mouvement d'unité inquiètent beaucoup plus Jouhaux et ses amis que vos attaques à vous, qui ne font que leur jeu.

Peut-être que certains minoritaires glissent vers le réformisme. C'est une chose tout à fait regrettable. Mais la politique du parti communiste y est pour quelque chose : on y fabrique des soldats habitués à tout approuver, et du jour où ils se trouvent hors du parti, ils ne savent plus résister à l'envie de tout désapprouver...

Et, si nous voulons les retenir, nous devons juger avec moins de parti pris le réformisme. Par exemple, au début de la grève du textile, le « Cri du Peuple » a eu raison de rapporter l'opinion d'un communiste du Nord disant que l'attitude des chefs réformistes était jusque-là irréprochable. Comme il a eu raison de s'élever véhémentement contre ces chefs et contre le « Populaire » qui ont eu une attitude inqualifiable au lendemain des bagarres avec les gardes mobiles, dans la rue des Longues-Haies à Roubaix.

Losovski oublie bien vite ses propres paroles,

lorsqu'il se permet de demander aux délégués minoritaires où et quand le parti communiste et la C.G.T.U. ont organisé des luttes fratricides entre ouvriers. Si elles ne l'ont jamais fait, tant mieux, mais Losovski, lui, le leur a recommandé, comme nous le rappelons au début de cette étude. Il leur a demandé de boycotter, d'expulser des entreprises les ouvriers réformistes. Il a préconisé la constitution de groupes d'auto-défense pour lutter contre la police, les fascistes et les social-fascistes.

Nous aimons mieux combattre le réformisme par d'autres méthodes !

La stratégie des grèves

Losovski, qui avait en face de lui les représentants de trois organisations, s'est bien abstenu de discuter de leurs grèves corporatives ; il lui était difficile de les condamner ; il lui était par exemple difficile de dire à Engler que la fédération des ports et docks ne savait pas organiser et diriger des grèves. De toute la C.G.T.U., c'est peut-être la fédération qui a obtenu le plus de victoires sur le patronat. Il n'a pas plus discuté avec Boville de la grève des boulangers où les communistes ont joué un si triste rôle.

Non, mais il s'est attaqué au syndicat des mineurs de la Loire, qui n'était pas représenté. Et en quels termes ! Jaunisse, cochonnerie, renégats, vendus, provocateurs. Cela parce que le syndicat des Mineurs de la Loire, après consultation des syndiqués, a décidé de ne pas participer à la grève nationale des mineurs lancée dans les plus mauvaises conditions.

Des injures à Arnaud, mais rien aux dirigeants des autres bassins miniers qui n'ont pas fait mieux.

Rien à la direction confédérale, qui a saboté le mouvement dans le Nord, en racontant que les compagnies minières et le gouvernement reculaient, en transformant la grève générale en grève de 24 heures, et en prenant cette décision en l'absence même du secrétaire du syndicat des mineurs du Nord. Cette faute initiale a condamné le mouvement à un échec certain, et la reprise du mot d'ordre de grève générale illimitée, 24 heures après, ne pouvait qu'augmenter le désarroi chez les mineurs, il n'avait plus aucune chance d'entraîner les confédérés dans la lutte.

Comme stratégie gréviste, vraiment, vous vous y entendez !

Losovski a retenu aussi la grève du textile du Nord. Le « Cri du Peuple » a, naturellement, eu tort de parler au début de la grève d'« attitude irréprochable » des chefs confédérés ; mais son « crime », sa « trahison », son attitude « dégoûtante », c'est d'avoir exprimé son regret de l'absence d'unité syndicale au moment où les confédérés essouffés, décidaient la reprise du travail, alors que les unitaires et les autonomes voulaient continuer la lutte. Comme si un autre langage du « Cri » aurait pu sauver de la défaite les grévistes du textile !

Mais ce reproche de Losovski montre que pour la direction de l'I.S.R., ce qui importe par-dessus tout, c'est la lutte contre le réformisme. Tandis que pour nous, le plus important est de vaincre le patronat. On nous dira, certes, que les deux choses

sont liées, mais l'expérience de ces dernières années nous a montré que lorsque dans les grèves on met-tait au premier plan la lutte contre le réformisme, on aboutissait invariablement à faire battre les ouvriers, les ouvriers révolutionnaires comme les ouvriers réformistes, sans affaiblir le réformisme.

Et nous disons qu'une tactique qui a donné de tels résultats doit être modifiée. Ce n'est pas pour combattre le réformisme que les ouvriers partent en grève. Au contraire, un certain nombre d'entre eux placent leur confiance dans le réformisme. Et leur déclarer a priori que leurs chefs les trahiront, n'est pas le moyen de les amener à l'action commune : c'est briser l'unité ouvrière dans la lutte et, par conséquent, travailler à la victoire du patronat.

La formule du front unique à la base, par-dessus la tête des chefs n'a rien donné. Il faut donc revenir au véritable front unique des **organisations** existantes, seul capable, en l'absence de l'unité syndicale, d'entraîner l'ensemble des ouvriers dans la lutte.

La critique des chefs réformistes... et des autres, on la fera après la grève. Après la grève, on discutera des fautes commises. Au cours de la lutte, il est indispensable de présenter un front uni au patronat et il vaut mieux faire triompher une revendication qui ne donne qu'à moitié satisfaction aux militants que de se faire battre en défendant une plate-forme plus révolutionnaire.

En un mot, ce qui importe par-dessus tout, c'est de réunir le maximum de chances de victoires, car c'est par des victoires, même fragmentaires, que le prolétariat prendra conscience de sa force, qu'il se sentira capable d'entreprendre des luttes plus larges et de renverser la bourgeoisie.

La démocratie syndicale

Losovski nous pose une série de questions se rapportant à la vie intérieure de nos organisations et aux rapports devant exister entre l'I.S.R. et ses sections, entre la C.G.T.U. et ses fédérations, entre celles-ci et leurs syndicats.

Losovski envisagé la démocratie syndicale à la manière d'un chef d'état-major qui présenterait la vie d'une armée comme un modèle de démocratie.

Nous pensons différemment.

Et nous disons que l'organisation syndicale, si elle veut être une organisation de classe, groupant l'ensemble des salariés, quelles que soient leurs conceptions, doit laisser certaines libertés à ses adhérents.

Sous réserve de discipline **dans l'action**, le syndiqué doit être libre de défendre ses conceptions dans son syndicat, le syndicat dans sa fédération, et ainsi de suite jusqu'à l'organisation internationale.

Notre conception de la démocratie veut que le secrétaire d'un syndicat soit tenu d'obéir aux ordres de ses syndiqués, de ceux qui l'ont placé à la tête de leur syndicat, de ceux qui le paient. Il doit appliquer la politique définie par ses mandants et ne subir aucune injonction des organismes supérieurs.

Comme le secrétaire d'une fédération est tenu de suivre la ligne tracée par son congrès fédéral, et ainsi de suite.

Avec la conception de l'I.S.R., tout le monde doit obéir aux ordres d'en haut : C'est-à-dire que tout

le monde doit appliquer la politique de l'Internationale Communiste.

C'est une conception qui présente incontestablement certains avantages. Mais elle a l'inconvénient d'être absolument inconciliable avec l'idée de syndicats de masses, parce qu'elle interdit aux autres courants ouvriers de s'exprimer et de se développer au sein de l'organisation et qu'elle aboutit à faire des syndicats des doublures du parti communiste.

Si encore les décisions des organismes centraux étaient prises dans des conditions normales ! Mais les délibérations de la C.G.T.U. sont toujours faussées par les décisions préalables du Parti communiste ; les questions tranchées par la direction de l'I.S.R. ne sont jamais soumises à la discussion des syndiqués.

Losovski appelle cela interpréter la démocratie dans un sens révolutionnaire. Pour employer une de ses expressions, nous dirons que c'est de la « démocratie à rebours ».

QUI SOMMES-NOUS ?

En conclusion de son réquisitoire contre la minorité le secrétaire de l'I.S.R. nous a posé ces questions : Où allez-vous ? Qui êtes-vous ? Acceptez-vous d'appliquer les décisions de l'I.S.R. ? Allez-vous continuer à créer des commissions mixtes avec des réformistes ?

Cette dernière question concerne le Comité des « 22 ». Losovski trouve insupportable que des membres de l'I.S.R. puissent collaborer dans un Comité avec des militants réformistes.

Nous voulons simplement rappeler qu'au temps où l'I.S.R. voulait l'unité, elle nous avait précédé dans cette voie. Avant nous, l'I.S.R. était entrée en collaboration avec des chefs de l'Internationale syndicale d'Amsterdam, puis avec les dirigeants des Trade Unions anglaises.

Nous avons, à l'époque, approuvé l'I. S. R. dans ses efforts de collaboration avec Fimmen. Nous avons ensuite applaudi à la constitution du Comité Anglo-russe.

Et si ces deux tentatives ont échoué, nous considérons que ce n'est pas suffisant pour nous faire renoncer à l'unité, à l'unité syndicale qui ne peut honnêtement se concevoir sans collaboration avec les réformistes, qui représentent une fraction importante du prolétariat.

Losovski représente cette collaboration comme un glissement des minoritaires de la C.G.T.U. vers le réformisme. Si c'était vrai, on ne comprendrait pas alors pourquoi l'état-major réformiste est également dressé contre le Comité des « 22 » et s'efforce, par des moyens différents, de le détruire.

En réalité cette conjonction des efforts des deux états-majors signifie que, des deux côtés on a peur de l'unité, parce que l'unité risquerait de mettre fin et à la collaboration avec la bourgeoisie et à la subordination à l'Internationale Communiste. L'unité sonnerait le glas de ces deux expériences désastreuses et redonnerait naissance à un véritable syndicalisme révolutionnaire.

Nous restons donc au Comité des « 22 », — parce que nous sommes des unitaires. Nous y resterons

parce que nous sommes des révolutionnaires. Des révolutionnaires qui n'ont jamais attendu les ordres d'un Losovski pour connaître et accomplir leur devoir de classe.

Et puisqu'on nous demande de dire qui nous sommes, rappelons qu'au « noyau » de la **Révolution Proletarienne**, nous sommes quelques-uns qui avons su rester internationalistes durant toute la guerre de 1914-1918, que nous avons été les premiers à travailler à la reprise des relations internationales ; que nous avons été parmi les premiers à défendre la révolution russe — la révolution d'octobre — en France.

Nous n'avons trempé ni dans l'Union Sacrée, ni dans le Front unique contre le bolchevisme, comme ce fut le cas de plus d'un « communiste » d'aujourd'hui.

Nous fûmes parmi ceux qui n'attendirent pas la certitude de la victoire et la consolidation du régime soviétique pour le défendre.

Nous l'avons défendu, en syndicalistes révolutionnaires et non en bolcheviks. Et, à l'heure actuelle, où le bolchevisme nous donne moins de raisons de l'admirer, nous entendons encore moins abdiquer devant lui.

Nous sommes des syndicalistes révolutionnaires qui entendons le demeurer.

Nous sommes pour l'indépendance syndicale, parce que nous considérons que c'est la condition nécessaire à l'existence d'un mouvement syndical puissant. L'autre condition nécessaire à l'existence d'un mouvement syndical puissant est la réalisation de l'unité.

Nous voulons donc travailler à l'unité. Mais nous savons que celle-ci ne peut se réaliser par le renforcement d'une C.G.T. au détriment de l'autre ; ce que nous voulons, c'est la fusion des deux C.G.T., c'est le regroupement de toutes les forces ouvrières.

En attendant, nous sommes membres de la C.G.T. U. et de l'I.S.R. et n'avons nullement l'intention d'en sortir.

F. CHARBIT.

Le Syndicat est un groupement normal qui se crée naturellement et se développe de même, tant qu'il se maintient sur le terrain économique. Qu'il soit composé d'éléments modérés ou révolutionnaires, ou qu'il soit panaché des deux, l'accord persiste entre ces éléments, tant que le groupement corporatif ne dévie pas de la ligne droite : la propagande et l'action économique.

Le désaccord et la discorde ne surgissent dans le Syndicat que lorsqu'il s'y infiltre un élément hétérogène, l'élément politique.

Emile POUGET.

LE CONGRÈS DE L'ENSEIGNEMENT

Impressions de Limoges

Ce n'est ni le lieu, ni l'heure de donner un compte-rendu du Congrès de la Fédération de l'Enseignement, qui s'est tenu à Limoges, les 4, 5 et 6 août ; nous nous bornerons à apporter nos impressions sur ce Congrès.

Malgré tous les coups qu'elle a subis, tant de la part du Gouvernement que de la part de ses adhérents engagés dans les plus fratricides luttes de tendances, la Fédération de l'Enseignement demeure une force. Elle maintient ses effectifs ; elle organise des congrès où la représentation est nombreuse, jeune, où les débats sont animés. (Trop peut-être).

Cette force, elle a pu la manifester à propos de la révocation du camarade Moulin et de la censure qui frappe sa compagne ; l'administration a cru qu'elle pouvait jeter comme un défi ces peines disciplinaires en plein congrès. La réponse est venue par deux fois sous forme de manifestations de rue, décidées et vigoureuses.

Mais cette force de la Fédération demeure inemployée en grande partie ; elle est gâchée par les excès de la lutte de tendances et par la multiplicité des organisations qui, créées pour prolonger l'effort de la Fédération, s'emploient au contraire à contrecarrer son **action** (Groupe des Jeunes, Etudiants, Professeurs). Il n'est pas jusqu'aux manifestations pour Moulin qui, à côté de ce signe réjouissant de force que nous avons noté, ne permettent une pénible constatation : une fois de plus, la fraction communiste essaie de se prévaloir de la répression qui atteint deux de ses membres pour prendre le commandement du congrès et lui imposer ses initiatives, sans débat et sans vote ; ce qui amène en réaction un certain nombre de camarades à croire que nécessairement toute initiative communiste est à rejeter.

Le même esprit de méfiance mutuelle amène des manœuvres de part et d'autre, longues et parfaitement **inutiles**, d'où pertes de temps pour la besogne positive.

Pourtant, il faut finir ces constatations sur une note optimiste : la lutte de tendances n'a pas atteint cette année l'acuité qu'elle avait eue à Marseille. Au total : on a discuté, on a échangé des idées, on a voté des motions pour l'action de la Fédération dans l'année à venir.

LE TOURNANT

L'an dernier, à Marseille, le congrès s'ouvrait en pleine période de **tournant** dans le parti ; mais les congressistes communistes de l'an dernier, mal à la page, nous servirent des discours d'avant le tournant.

Cette année, le tournant politique du parti s'est continué et a été aggravé par le **tournant syndical** de la C.G.T.U.

Livrés à eux-mêmes, nos purs l'eussent sans doute manqué. Fort heureusement, la direction veillait et deux conducteurs avisés, Bouthonnier et Racamond, vinrent aider au virage. Ne plaisantons pas. Voilà des délégués de Syndicats et de Groupes de Jeunes qui arrivent de leur département le 2 août, à Limoges, **avec la conviction** que la Fédération a trahi les intérêts des Jeunes en n'acceptant pas le traitement unique à 20.000 fr. comme revendication immédiate — **avec le mandat** de réclamer que ce traitement unique à 20.000 devienne le mot d'ordre de la Fédération, et, le 4 août, on les voit renoncer comme des enfants à leur conviction et comme de pauvres diables oublier leur mandat dans leur poche.

Que s'est-il passé ? Dimanche 2 août, réunion de la fraction communiste ; les augures parlent et, avec ou sans grincements de dents, les délégués s'inclinent. Ceux qui ont raté la réunion de fraction sont ahuris, stupéfaits : le Saint-Esprit ne les avait pas touchés à domicile.

— Et toi, n'as-tu jamais changé d'idées, m'a dit l'un de ces purs, que j'asticotais.

— Moi, j'ai changé d'idées ; mais les miennes m'ont toujours été trop personnelles pour que je puisse m'en défaire en 48 heures.

Hier, on criait à la direction du parti : « Monolithisme » et tous les fidèles répétaient : « Monolithisme », aujourd'hui la direction crie : « Libre discussion, nom de Dieu ! », et les fidèles de répéter : « Libre discussion, nom de Dieu ! ». Ainsi on n'est pas moins mannequins aujourd'hui qu'hier.

Ce tournant rendait nos hommes d'autant plus perplexes qu'ils ignoraient jusqu'où il pouvait aller. Sait-on jamais avec ces Russes et avec ces délégations minoritaires en Russie ?.. Quelqu'un assurait que le centriste Dommanget allait rentrer de Moscou avec le secrétariat de l'Internationale... A cette heure, le vertige se sera dissipé et nos purs sauront de nouveau comment aboyer, mais il y a eu pour eux un mauvais moment à passer. Jusqu'au citoyen rédacteur de « l'Huma » qui était dans l'embarras. En trois jours de congrès, il n'a pas découvert parmi les centristes et les ligueurs de l'Indépendance un seul garde-blanc, un seul traître à la classe ouvrière, un seul membre du « sinistre » état-major ; il n'a vu et entendu que des dilettantes, des orateurs du Club du Faubourg et des théoriciens subtils.

Tournant exquis.

Exquis ; nous qui pendant des années avons manqué, selon Monmousseau, de directives sur les axes des perspectives, avons cette année oublié, d'après Bouthonnier, les revendications concrètes et immédiates !

LES CENTRISTES ET NOUS

Nos amis centristes n'eurent garde de jeter quelques cailloux dans notre jardin. Rollo nous chercha querelle avec une voix si agréable qu'on ne peut lui en vouloir. Ce fut à propos de la Charte d'Amiens. Il analysa fort minutieusement cette charte, serrant le texte au plus près, tel un exégète, — et il prouva ensuite que les ligueurs syndicalistes eux-mêmes n'appliquent point cette charte dont ils se réclament.

Rollo oublie que si nous nous réclamons de la

charte d'Amiens, nous n'avons point manqué de préciser — et cela même dans nos motions — qu'elle peut être amendée sur les points secondaires (tels que les accords circonstanciels avec les partis) et que si la **lettre tue, l'esprit vivifie**. L'esprit de la charte d'Amiens, Rollo l'a laissé échapper, (pourtant nous avons en 1930 insisté sur ce point capital dans l'E.E.) : c'est la proclamation du fait que l'action réformatrice n'est pas contraire à l'action révolutionnaire, mais qu'elle lui est préparatoire ; la conséquence, c'est l'affirmation, que nous avons faite nôtre, de la nécessité, aussi actuelle en 1931 qu'en 1906, de grouper « réformatrices » et « révolutionnaires » dans la même centrale, pour y travailler en commun et non pour s'y battre comme des insensés, ce qui implique que le syndicalisme ne peut être le champ dans lequel le parti politique réformatrice et le parti politique révolutionnaire viendront vider leurs querelles, mais bien celui où leurs membres se rejoindront pour préparer, à côté de la foule sans-parti, par la besogne journalière la besogne d'avenir (1).

Pour les centristes, nous formions nous-mêmes une sorte de parti syndicaliste, organisé avec ses cotisations, et ses journaux, qui n'aurait donc aucun droit de contester aux autres partis le droit de s'organiser en fractions et de conquérir la direction de la Centrale Syndicale. Rollo a même affirmé que notre organisation était la plus ancienne et avait précédé celle du parti communiste.

Rollo ici perd de vue que lorsque nous syndicalistes, nous nous réunissons, de nous-même, pour parler syndicalisme et que nous adoptons, de notre propre mouvement, une plateforme, nous n'attendons en rien à l'indépendance du syndicalisme.

Tandis que lorsque les syndicalistes franc-maçons ou communistes, disciplinés et hiérarchisés, se réunissent par un ordre qui leur vient de l'extérieur, qu'ils y adoptent sous la pression de chefs, indépendants du mouvement syndicaliste, un point de vue qui émane de ces chefs, qu'ils luttent pour le triomphe de ce point de vue avec des moyens (journaux, tracts, etc..) qui leur sont fournis par ces chefs, ils subordonnent le mouvement syndical **effectivement**.

L'INTERNATIONALE

Les dirigeants de l'Internationale de l'Enseignement appartiennent à la tendance communiste ; ils ont mis brutalement l'appareil de cette Internationale au service de leur tendance pour combattre la Fédération.

La Fédération trouve qu'au lieu de faire ce travail, l'I.T.E. devrait remplir sa besogne, une besogne qui corresponde au chiffre des recettes qu'on peut lui supposer, et qu'elle devrait au moins fournir des compte-rendus financiers réguliers.

Sur ce terrain, comme sur bien d'autres, les centristes découvrent un peu tard... l'Amérique. Dès le congrès de Grenoble (1926), je m'étais permis de demander à l'Internationale le nombre de ses per-

(1) Nous écrivons ceci sans avoir une seule note du discours de Rollo et sans avoir le texte de la charte sous les yeux ; nous ne pensons pourtant trahir la pensée ni de l'un ni de l'autre. Si je parle à côté, Rollo voudra bien nous le dire...

manents et employés et de nous fixer sur le chiffre de grandeur de ses dépenses... Je soulevais ainsi une belle indignation dans les rangs de la majorité d'alors, et les centristes d'aujourd'hui n'étaient point les moins fougueux : « Oser parler d'argent ! »

Eh bien, en 1931, les centristes voulaient parler d'argent ; le huis-clos fut prononcé. Nos purs de 1931 firent un tel tapage qu'on se serait cru aux plus belles heures de Marseille. Les motions se succédèrent. On passa au vote sans discussion. On n'avait pas parlé de l'Internationale : le résultat cherché était obtenu ; restait à en faire porter la responsabilité à la majorité : « l'Humanité » n'y manqua point.

ECOLE LAIQUE ET PROLETARIAT

Cette discussion n'eut pas le développement qu'elle méritait. Le pur Boyer reprit et aggrava les idées de la brochure avec une verve telle qu'il n'hésita pas à comparer l'instituteur au lion et le curé au tigre !

Après avoir ri, il eut fallu sans doute passer aux choses sérieuses. Le temps manquait et notre tendance ne put exposer ses remarques essentielles ; l'une visant à la distinction entre l'école laïque telle que la bourgeoisie l'a instituée, telle qu'elle s'efforce de la faire fonctionner, et l'école laïque telle qu'elle fonctionne effectivement ; on ne manquerait pas de s'apercevoir que l'infiltration syndicaliste (et c'est l'honneur de notre Fédération) a transformé **partiellement** (partiellement seulement) l'esprit de cette école bourgeoise, que l'instituteur de 1931 n'est plus dans sa masse celui de 1890, que cette transformation est la cause des préoccupations bourgeoises vis-à-vis des écoles normales et de la répression qui atteint ses élèves, — on en arriverait à conclure qu'il faut donner une partie importante de nos forces syndicales à travailler à la création d'une idéologie prolétarienne parmi le corps enseignant.

LA VOIX DE LA C. G. T. U.

Elle fut puissante, sortant de la gorge de Racamond.

Il se plut à dire que les instituteurs parlaient bien ; constatons que les boulangers comme lui parlent mieux. Et constatons-le sans ironie, avec plaisir. Le plaisir de l'homme qui ayant passé pas mal d'heures à réfléchir sur la culture populaire — sans l'école — trouve devant lui un homme du peuple qui sait parler correctement, employer le mot propre, donner un discours qui se tient, où les idées ne s'enchevêtrent pas inextricablement, où les images confuses ne suppléent point au raisonnement et qui enfin apporte devant une assemblée cette preuve essentielle de culture : la maîtrise de soi.

Malheureusement, il me faut noter que Racamond, s'il parle bien, écoute mal. Ainsi un camarade de chez nous parlant de la trahison des chefs confédérés s'écriait : « Qu'y a-t-il de changé depuis 1927 ? sont-ils plus traîtres depuis cette date qu'avant ? » Racamond feint de croire que cet orateur pense qu'il n'y a rien de changé depuis 1927 et il fait là-dessus de l'ironie dans son discours d'abord, dans la V.O. ensuite. Non, camarade Racamond, malgré la poussière de ses lunettes, cet instituteur sait qu'il

y a bien des choses de changées : une « nouvelle » crise économique, un plan quinquennal russe, un affaiblissement gravé de la C.G.T. Unitaire, un renforcement de la C.G.T. Réformiste, la formation du mouvement des 22 et quelques autres bagatelles du même genre.

Déformer la pensée de l'adversaire pour la combattre, mauvais, Racamond !

Il me faut relever encore un bref incident qui mit Racamond aux prises avec Bouët, quelques minutes avant le meeting public. Ce dernier s'annonçait magnifique. Bouët demandait qu'il fut suivi d'une manifestation de rues. Racamond présentant le point de vue des militants ouvriers locaux préférait qu'il n'y eût pas de manifestation. Quant au fond, Bouët était absolument d'avis que les militants locaux dans les circonstances sérieuses que traversait la classe ouvrière limousine fussent écoutés, mais il tint à bien préciser que le renoncement à la manifestation n'était point le fait de centristes. Racamond se fâcha. Bouët rappela les injures dont « l'Huma » avait abreuvé les centristes. Racamond répondit : « Pas moi, en tous les cas ».

Pas moi, quoi ? Un secrétaire confédéral peut-il se laver les mains des injures que publient les journaux sur lesquels il exerce ou doit exercer un contrôle ? Quand elles émanent de secrétaires confédéraux, de l'Internationale ou du secrétaire de la fraction communiste de l'Enseignement ?

N'insistons pas, mais ne nous réjouissons pas sans réserves que Racamond parle si bien.

De ses interventions, très correctes, je voudrais retenir deux choses : d'abord que l'on peut défendre ses conceptions sans insulter personne et que c'est cela la discussion entre camarades de classe ; ensuite que la pratique du front unique telle qu'elle a été définie par Racamond n'a rien qui puisse nous faire hésiter. « Nommez sur base de l'entreprise les plus dignes sans vous occuper s'ils sont unitaires, confédérés ou autonomes pour votre comité de lutte ; qu'ils se réunissent et qu'ils choisissent à leur tour les plus capables, etc... » Parfait cela. Reste à savoir, si dans la pratique, les comités ont pu être nommés, si les confédérés et autonomes les plus dignes ont accepté d'en faire partie — sans en référer à leur organisation. J'ai fait nommer un comité de lutte par une centaine d'instituteurs : aucun inorganisé n'a voulu en faire partie — aucun confédéré n'a accepté d'en faire partie sans en référer à son syndicat.

Racamond, ensuite, conclut rapidement : « Les comités de lutte ce sont les bases de l'unité syndicale. Ils assureront demain l'unité syndicale. » Comment ? C'est ici que cela devenait intéressant et que Racamond fut muet. Comment le comité de front unique de la Chaussure Limousine (s'il s'est réalisé) peut-il faire place au syndicat unique ? Je le vois bien s'il y a un congrès de fusion des syndicats existants ; je ne le vois plus s'il s'agit de créer une nouvelle C.G.T. selon la méthode de la C.G.T.U. en réunissant les délégués de ces comités — car qui dit que les confédérés et les autonomes accepteront de briser leur organisation au profit de la centrale organisatrice ?

Une remarque encore sur le front unique.

Boursicot, secrétaire du syndicat autonome des

Indirectes, a pris la parole lors de la dislocation de la deuxième manifestation de rues ; il l'a reprise au meeting public avant Racamond, apportant la solidarité des Indirectes, hier frappées dans la personne de Piquemal, et celle des Douanes actives, aujourd'hui frappées en la personne d'une quarantaine de douaniers.

Boursicot, des Autonomes, et Racamond, de la C.G.T.U., côte à côte dans un meeting, n'est-ce point là le front unique **par le sommet** tant honni du P.C.? Aussi pudiquement l'« Humanité » n'a-t-elle point nommé Boursicot...

Autre manifestation du front unique par le sommet.

Lorsqu'a été apprise la révocation Moulin, un délégué de la M.O.R. demanda l'envoi d'un télégramme au Congrès du S.N. qui fut voté à l'unanimité, Bouthonnier présent. Tentative encore là de front unique au sommet qui ne donna d'ailleurs rien qu'une réponse vague de Roussel.

PERSPECTIVES

Les votes du Congrès marquent une stabilisation des tendances. Rectification faite d'une erreur provenant du Syndicat d'Ille et Vilaine, nous nous maintenons exactement. Les centristes perdent quelques mandats que regagnent les communistes.

Cette stabilisation peut-elle durer ? Il est probable qu'elle ne sera pas rompue de plusieurs années par la vie propre de la Fédération. Elle ne pourra l'être que par suite d'événements qui dépasseront le cadre corporatif et qui affecteront la vie des deux C.G.T. et sans doute des deux Internationales.

Marquons encore que le vote sur l'unité a marqué que la **thèse des 22** avait mordu dans celle de l'**opposition unitaire**. En effet, alors que sur l'orientation nous avons groupé 79 demi-mandats (83, chiffres rectifiés), sur la question de l'unité nous en avons groupé 105.

Il faut penser que cela incitera encore les centristes à rapprocher leur position de la nôtre.

Un autre vote souligne le rapprochement par la force des choses, des positions centristes et vieille minorité. Traditionnellement, les ligueurs présentaient un ordre du jour où tout en affirmant leur décision de défendre la Révolution Russe, ils demandaient au pouvoir soviétique de changer sa politique brutale vis à vis des oppositions ouvrières. L'an dernier, pareille motion mordit sur le centre et provoqua des abstentions. Cette année une motion commune a été votée par l'ensemble, le centre et la vieille minorité.

Au total, le Congrès de Limoges présente un certain nombre de signes qui permettraient l'optimisme sur l'avenir du syndicalisme révolutionnaire dans l'Enseignement. Mais il demeure évident que le sort de la Fédération se décidera en grande partie hors de celle-ci, au sein de la C.G.T.U. et de l'I.S.R.

Souhaitons encore, malgré ce que nous apprennent nos camarades retour de Russie, que les instances supérieures n'imposent pas à cette Fédération une nouvelle guerre folle qui serait un vrai suicide.

B. GIAUFFRET.

FAITS & DOCUMENTS

La misère allemande Le correspondant particulier du « Petit Marseillais » à Berlin donnait dans le numéro du 4 septembre de ce journal, les faits et les chiffres suivants, qui se passent, hélas ! de commentaires :

Berlin, septembre.

Dernièrement, un médecin examinait, au point de vue hygiénique, les conséquences de la crise économique qui frappe si durement l'Allemagne.

Ses conclusions étaient nettement pessimistes. D'après le docteur Ludwig Günzburg, de Francfort, l'auteur de l'étude en question, il n'y a pas que les chômeurs qui soient atteints par la crise : tous les employés en subissent plus ou moins le contre-coup dans leur santé.

En effet, ceux qui, favorisés par les circonstances, ont pu garder un emploi et ont dépassé un certain âge, tremblent à l'idée d'être renvoyés. Leur déséquilibre mental est rompu, et souvent ils finissent par devenir neurasthéniques.

Tous, par suite des restrictions des employeurs, de la concentration ou de la rationalisation, sont soumis à un surmenage intense, à une obligation de travail qui souvent dépasse la limite de leurs forces. Cet excès de besogne, qu'ils acceptent toujours dans l'appréhension d'un licenciement, entraîne à bref délai le manque d'appétit, l'insomnie et l'épuisement nerveux.

Beaucoup d'employés ne réussissent à rester debout qu'à coups de drogues et d'excitants qui détériorent leurs organes.

Les privilégiés sont les jeunes employés, les ouvriers qualifiés ou les spécialistes qui ne craignent pas le renvoi et les fonctionnaires qui, depuis la mise en vigueur des décrets-lois, ne sont, du reste, plus immunisés.

Si l'étude du docteur Günzburg nous ouvre des perspectives peu rassurantes sur l'état physique des employés, nous trouvons la confirmation de ses sombres pronostics dans les récentes statistiques de morts violentes publiées dans les gazettes du Reich.

L'an dernier, à Berlin, qui compte 4 millions d'habitants, on a dénombré un total de 3.734 morts violentes, c'est-à-dire imputables à des suicides, des accidents ou des crimes. Le nombre des assassinats a été de 79, celui des accidents montés de 1.464 ; les suicides tiennent la tête de cette funèbre liste avec le total impressionnant de 1.827 cas, auxquels il y a lieu d'ajouter 364 personnes dont les causes de la mort n'ont pu être exactement déterminées. Il s'agit, bien entendu, de décès rentrant dans l'une ou l'autre des trois catégories ci-dessus, mais presque toujours de suicides.

Au total, il y a donc eu, à Berlin, presque 2.200 suicides dans une année, c'est-à-dire que l'on y met volontairement fin à ses jours à la cadence de six personnes par jour !

Y a-t-il une autre ville au monde qui puisse se glorifier d'un pareil mépris de la vie ?

Cette nécrophilie n'est pas seulement propre à la capitale du Reich ; elle s'étend à toute l'Allemagne : c'est une gangrène qui ronge toutes les couches de la société, qui atteint toutes les professions et tous les âges.

On a dénombré, en 1930, dans tout le Reich, 16.036 suicides, parmi lesquels 12.235 hommes et 4.797 femmes, soit une moyenne journalière de 44 suicides.

Il est possible de comparer ces chiffres avec la moyenne des autres pays par rapport à la densité de leur population.

Alors que la Grande-Bretagne accuse 12 suicides par an pour 100.000 habitants, la France 16 et les Etats-Unis d'Amérique 13, on en compte 39 en Allemagne, trois fois plus qu'en Grande-Bretagne, où, pourtant, le désœuvrement fait des ravages, mais où les chômeurs, croyons-nous, jouissent d'une situation privilégiée.

La situation des noirs dans l'Afrique du Sud Nous extrayons de la revue de la Société de Géographie (Nos 3-4), l'analyse suivante de récents articles parus dans diverses revues de géographie :

Dans l'Union sud-africaine (Cap, Natal, Transvaal et Orange) vivent plus de 5 millions de noirs, environ 1.875.000 blancs, 680.000 Asiatiques et métis. Dans les Rhodésies il y a 44.000 blancs pour plus de 2 millions d'indigènes. Les protectorats du Basoutoland, du Betchouanaland et du Swaziland comptent 5.500 blancs pour 787.000 indigènes. Le problème à résoudre avec ces données est de faire de l'Afrique du sud un « pays de l'homme blanc ». M. J. Weulersse, dans les *Annales de Géographie* (15 janvier 1931) rapporte par quels moyens l'entreprise est tentée dans le dominion — c'est-à-dire non compris les Rhodésies et les protectorats où les Anglais font une politique d'équilibre entre les deux races.

A la suite de la conquête, les tribus furent refoulées dans des réserves, les noirs fournissant la main-d'œuvre aux agriculteurs qui mettaient les meilleures terres en valeur. Dans les régions de colonisation, la législation inspirée par les agriculteurs afrikanders rend l'acquisition individuelle des terres à peu près impossible aux indigènes, là où elle est autorisée ; et là où elle ne l'est point, l'indigène est en fait obligé de se mettre au service du blanc à n'importe quelle condition. Dans les réserves indigènes (par exemple au Transkei) les noirs qui ont conservé leur organisation prospèrent sous l'égide des missionnaires et des administrateurs — mais leur pullulement pose un problème qui serait insoluble sans l'émigration aux mines du Rand et aux villes industrielles.

Aux mines et à l'usine, l'ouvrier vit dans cette caserne industrielle qu'est le compound, pendant son engagement de trois mois, six mois ou un an, puis retourne dans sa tribu où il est souvent une cause de troubles. Un certain nombre parviennent à rester autour des villes où ils végètent dans une grande misère. En effet, afin qu'ils ne concurrencent pas les ouvriers blancs, le Colour Bar Act interdit aux indigènes d'exercer aucun métier : ils ne peuvent être que manœuvres. Le taux de leurs salaires est à celui des blancs comme 1 est à 7 et même à 10 ; ainsi ils ne peuvent avoir qu'une vie de sauvages, tandis que l'ouvrier blanc a une existence de bourgeois. En outre, non seulement ils ne peuvent pas entrer dans les syndicats ouvriers, mais ils ne peuvent former aucune association de noirs. D'où la crainte de mouvements révolutionnaires dans un avenir qu'entrevoient bien des Afrikanders.

Un certain nombre de noirs ont cependant pu acquérir une civilisation européenne ; mais on tend à les renvoyer à la vie primitive, dans leurs tribus, où leurs instruction ne sert qu'à en faire des déclassés.

Les noirs n'ont de droits politiques que dans la colonie du Cap ; mais depuis quelques années on y élabore un système de « représentation indigène » compliqué en apparence et en fait destiné à les éliminer totalement de la vie publique. Dans les autres colonies on considère, suivant le mot du général Hertzog, que « le droit pour le noir de voter concurremment avec le blanc pour l'élection d'un membre au Parlement signifierait, à coup sûr, la ruine de la population blanche et de la civilisation dans l'Union ». La statistique démographique explique ces vues.

M. Weulersse a donné, d'autre part, dans le *Bulletin de l'Association des Géographes français* (décembre 1930), une pittoresque description du Lessouto (en anglais : Basoutoland), cet Etat indigène fondé par le presque génial chef Mochech à l'abri des Drakenberg et placé par lui sous le protectorat anglais. Les noirs évangélisés depuis un siècle par nos missionnaires protestants français de Morija (près desquels se sont établies depuis quelques missions catholiques également françaises) ont une vie heureuse d'agriculteurs et d'éleveurs. Leur langue, le sossouto, est aujourd'hui un idiole cultivé et toute leur histoire moderne témoigne de la perfectibilité des noirs sud-africains. Mais le Lessouto est surpeuplé ; en outre au fur et à mesure que l'autorité politique passe du gouvernement impérial à celui du dominion, se rapproche le jour où le protectorat — dont le sol contient des diamants

et de l'or — perdra son indépendance et où les Bassoutos seront réduits à la même condition que les autres indigènes de l'Union Sud-Africaine.

*
**

Les négociations franco-soviétiques Dans son numéro du 12 septembre, « Je suis Partout », publie un article extrêmement violent sur les négociations commerciales franco-soviétiques, où, à côté des conneries habituelles sur la révolution russe, on trouve quelques précisions de faits utiles, ainsi que l'expression de la scission toujours latente entre la masse bourgeoise et ses magnats :

Les journaux nous ont appris que M. Rollin, ministre du Commerce, avait reçu une délégation de dix gros capitalistes qui venaient le remercier d'avoir engagé des négociations avec la Russie, pour le rétablissement des relations commerciales entre les deux pays. Le communiqué de M. Rollin nous a donné, par surcroît, le nom de ces dix richards soviétophiles. Ce sont MM. Duchemin, président de la Confédération générale de la production ; Soupe, président de la chambre syndicale des constructeurs de matériel de chemin de fer ; Couturat, président de la chambre syndicale du matériel de bonneterie ; Lacoste, directeur de la Compagnie Hispano-Suiza ; Lecat, directeur général adjoint de la Compagnie générale d'électricité ; Desportes, secrétaire général du Comité des ferres ; Detouf, administrateur délégué de l'Alethom, président du groupe des constructeurs de matériel électrique ; Du Castel, vice-président du Comptoir sidérurgique de France ; Paul Marcel, directeur de la Société Pont-à-Mousson, et enfin M. Marlio, qui s'intitule modestement président honoraire de la chambre syndicale des forces hydrauliques, mais qui est encore et surtout administrateur délégué de *Péchiney*, administrateur de *Minerais et Métaux*, de *Fives-Lille*, etc...

Mais hélas ! la combine est trop bien montée pour que vous lâchiez pied. Je le sats, ce n'est pas vous qui en avez eu l'idée. Ni les Soviets non plus. Ils ne vous croyaient pas si sots. On est venu vous chercher. Eux aussi. L'affaire a été imaginée par M. Max Hoeschiller, chef de cabinet de M. François-Poncet lorsque celui-ci était à l'économie nationale. M. Max Hoeschiller a cru qu'il allait devenir un grand homme. Les Affaires étrangères ont suivi. M. Louis Rollin sert de paravent. La finance des deux mondes applaudit, car...

Mais il faut encore raconter ceci.

Les Américains ont beaucoup vendu aux Soviets. En échange de leurs marchandises, ils ont des traites. Jusqu'à présent, des banques anglaises les leur escomptaient. Aujourd'hui, elles se dérobent. Ils se sont donc tournés vers Paris. Mais à Paris on leur a objecté qu'il existait des fabriques de fausses traites soviétiques et que l'on ne voulait pas s'exposer à négocier du papier truqué dans ces officines. Qu'à cela ne tienne ! Il est entendu que les traites soviétiques seront authentifiées par la signature d'une banque française, et que cette signature, si elle n'en garantit pas la bonne fin, les rendra du moins négociables. Et c'est ainsi que s'introduit en France le papier soviétique. Pour chaque traite escomptée, il y a 25 0/0 de commission.

L'histoire a été dévoilée tout au long par les *Débats*. Il n'y manquait que le nom de la banque. Le voici : c'est la *Banque de Paris et des Pays-Bas*.

Jusqu'à présent, le capitalisme français avait eu cette force singulière de se confondre avec l'épargne. Et comme, chez nous, tout le monde épargne, le capitalisme, c'était aussi tout le monde. Du plus petit obligataire au plus puissant seigneur de la banque, il y avait une gradation insensible qui rendait l'un solidaire de l'autre. Cette chaîne est désormais rompue. Une fraction du capitalisme français se sépare de la nation. Il se forme chez nous une oligarchie internationale dont les intérêts ne concordent plus avec ceux du pays.

La révolte au Congo belge Le Congo, cette colonie modèle, dont les socialistes belges sont si fiers, a vu les indigènes de toute une vaste province, se révolter. Ci-dessous un article du « Temps », qui, à côté des lieux communs bourgeois habituels à cet organe, contient quelques aveux qu'il convient d'enregistrer. (Ce qui est souligné l'a été par nous).

Bruxelles, septembre.

La révolte du Kwango a été réprimée. Les opérations militaires ont cependant été beaucoup plus longues qu'on ne l'avait prévu. *La résistance des indigènes a été opiniâtre. On compte que 150 à 200 d'entre eux ont été tués dans les combats.* Les tribus ont rendu les restes du malheureux agent territorial, M. Ballot, qu'elles s'étaient partagés comme fétiches. A cette heure, les opérations militaires ont pris fin ; mais le sud du Kwango est encore soumis au régime de l'occupation militaire.

Ces nouvelles indiquent suffisamment que la situation a été sérieuse dans cette région abandonnée des blancs et où les indigènes sont rebelles aux influences colonisatrices. Mais si la révolte a eu des causes d'ordre général et de caractère économique, il n'est pas moins vrai qu'elle a éclaté brusquement, avec une si grande intensité, *du fait que des fautes ont été commises par des Européens.* Dans une interview accordée au journal *la Meuse*, Mme Ballot, femme de l'agent territorial massacré, a déclaré que des agents de compagnies privées se sont attribués des pouvoirs qui n'appartenaient qu'à l'administration. Les abus ont été commis parce que la région n'était pas suffisamment occupée. Dans *la Nation belge* un reporter colonial, Chalux, rappelle les avertissements qu'il a donnés bien avant qu'éclatât la révolte, et il a écrit que « *plusieurs Européens, agents de l'Etat ou de sociétés ont, en ces dernières années, dû faire de la prison ou ont été révoqués...* ».

La leçon qui se dégage des événements du Kwango, c'est la nécessité de développer l'occupation territoriale dans les différents districts du Congo et de répartir les compagnies de la force publique dans tous les territoires pour maintenir l'autorité des blancs.

Mais la cause profonde qui a favorisé la révolte et qui l'a rendue possible est la crise économique qui engendre une misère certaine dans de nombreuses régions. Dans d'autres districts, notamment dans celui du lac Léopold-II, on a constaté une certaine effervescence, et le gouverneur de la province, M. Duchesne, qui est un civil, a donné l'exemple en prenant personnellement la tête des opérations de police. *Des « promenades » militaires ont été organisées pour prévenir tous incidents dans les régions où l'on recueillait les symptômes de cette effervescence.*

Cet état de choses est, répétons-le, le résultat de la crise économique, bien plus grave encore au Congo qu'en Belgique. Il se produit naturellement dans l'esprit des indigènes un grand trouble rendu plus tangible par les préjudices qui leur sont causés. *Les indigènes ne peuvent plus vendre les produits de leur culture à des taux rémunérateurs, alors qu'on leur a souvent conseillé, ou imposé, les dites cultures.* On a créé chez eux des besoins qu'ils ne savent plus satisfaire, car les prix des produits importés n'ont pas fléchi suffisamment. Ils ont l'impression d'être exploités. Ils ne peuvent comprendre les phénomènes économiques. De surcroît, *ils ne parviennent plus à gagner le numéraire nécessaire pour payer l'impôt indigène.* La situation des travailleurs déracinés de leur village et qui sont licenciés est plus tragique encore. Ils ont souvent perdu le contact avec leur milieu social, et leurs moyens d'existence deviennent précaires. Ils forment dans certaines régions, par exemple à Léopoldville, un vaste prolétariat dont on n'a évidemment pas le droit de se désintéresser.

ENTRE NOUS

La R. P. n'a paru ni en août ni en septembre. Et elle paraît, cette fois, sous un aspect quelque peu modifié. La raison, avouons-la sans détours : difficultés financières.

L'accroissement à peu près continu des prix d'impression, l'aide que nous avons apporté au « Cri du Peuple », à ses débuts, nous ont obligé à contracter des dettes qui, chaque mois, s'enflaient davantage. Impossible de continuer sur cette voie. Il fallait une solution immédiate : accroître les recettes ou réduire les dépenses.

Accroître les recettes, c'est-à-dire augmenter le prix de l'abonnement : impossible, notre prix d'abonnement est déjà trop élevé ; combien de camarades ne s'abonnent pas parce que 40 francs c'est une somme !

Il fallait donc diminuer les dépenses. Mais comment diminuer des dépenses qui se réduisent presque uniquement à ce que l'on paie à l'imprimeur et à la poste. Il n'était qu'un moyen, un seul, c'était de faire imprimer la R. P. en province, où les prix sont sensiblement moins élevés qu'à Paris. Mais pour cela il fallait un camarade en province. Or, précisément, l'un des membres du noyau, Louzon, vient de s'installer dans les Alpes-Maritimes. La solution dès lors était trouvée. Avec ce numéro la R. P. commence à être imprimée à Cannes, et la cuisine de rédaction à être faite par Louzon, l'administration restant bien entendue à Paris.

Cette combinaison permet de réaliser une économie importante qui, non seulement nous permet d'être certains maintenant de pouvoir tenir, mais même d'envisager pour l'avenir la possibilité d'une réduction du prix d'abonnement.

Mais pour cela il nous faut d'abord payer nos dettes. Nous en avons pour quelque vingt billets. Il y a un intérêt majeur à ce que nous les remboursions au plus tôt. Nous demandons de la façon la plus pressante à nos amis de nous y aider. C'est un effort ultime, un effort que nous espérons être le dernier, que nous les pressons de faire. Si chacun seulement nous envoyait 20 francs, notre dette serait résorbée d'un seul coup, et nous pourrions réduire immédiatement l'abonnement à 30 francs, ce qui faciliterait considérablement la diffusion de plus en plus nécessaire de notre revue. Amis ! nous comptons sur vous !

SOUSCRIPTIONS D'AOUT ET SEPTEMBRE

Léger (Paris), 5 ; Buer (Rhône), 10 ; A. Pelletier (Paris), 10 ; Abramovici (Paris), 10 ; M^{lle} Bansard (Calvaados), 5 ; Lucile Pelletier (Paris), 5 ; souscription versée par Lucile Colliard ; les congressistes de l'Enseignement, 135 ; Total : 180 francs.

ABONNEMENTS DE SOUTIEN

Charbit (Paris), 100 ; Louzon (A.-M.), 500 ; Jean Chaneaux (Jura), 100 ; Bourmillon (Loire), 50 ; Total : 750 francs.



Le gérant : M. CHAMBELLAND.
Imprimerie Cruvés et Cie, Cannes.

Téléphone

Combat 08.02

R. C. 235.494 B



LIBRAIRIE DU TRAVAIL. 96, QUAI DE JEMMAPES. PARIS (10^e)

Chèque postal

PARIS

N° 43-08

*Souhaitez-vous au mouvement ouvrier une librairie indépendante ?
Pensez-vous qu'un militant ou une tendance qui a quelque chose à dire puisse le faire sans être
brimé par un « appareil » ?
Alors notre effort vous intéresse et vous devez le soutenir, car durant nos treize années d'exis-
tence nous avons aidé, dès leur origine, les mouvements*

**GONTRE LA GUERRE
POUR LA RÉVOLUTION RUSSE
GONTRE L'ÉTOUFFEMENT DE LA DÉMOCRATIE OUVRIÈRE**

TOUJOURS AVEC LE COURANT PROFOND DU MOUVEMENT OUVRIER

**Pour que « L'ÉMANCIPATION DES TRAVAILLEURS SOIT L'ŒUVRE DES
TRAVAILLEURS EUX-MÊMES ».**

*Chaque crise justifiait notre existence, mais, en même temps, mettait notre vie en péril.
Nous avons tenu, pourtant, treize ans.
Treize ans avec ce même but : aider la classe ouvrière à se trouver, à se connaître, à préparer
son avènement.
Aidez-nous. Faites connaître notre effort.
Toute notre activité passée, toute notre force présente sont dans notre stock. Aidez-nous à le
répandre.*

POUR L'ANNIVERSAIRE DE LA REVOLUTION RUSSE

lisez et faites lire :

Victor SERGE

L'An I de la Révolution Russe

(1917-1918)

Un volume, in-16 jésus de 480 pages Prix : 20 fr.

C'EST DE L'HISTOIRE !

Librairie du Travail, 17, rue de Sambre-et-Meuse, Paris (10^e). Chèque Postal Paris 43-08

Téléphone
Combat 08.02
R. C. 235.494 B



LIBRAIRIE DU TRAVAIL, 96, QUAI DE JEMMAPES, PARIS (10^e)

Chèque postal
PARIS
N° 43-08

NOUVEAUTES DU MOIS

LITTÉRATURE

Correspondance secrète de Bülow et de Guillaume II (Grasset).....	15 fr.
Victor MARGUERITE : Non ! Roman d'une conscience (Flammarion).	12 fr.
Pierre ROCHEBONNE : Nous, les gueules noires (Argo)	12 fr.
Journal de la Comtesse Léon Tolstoï. II. 1891-1897 (Plon)	12 fr.
M.-E. RAVAGE : Grandeur et décadence de la Maison Rotschild (A. Michel)	15 fr.
Joseph JOLINON : Marie Bourgogne (Rieder)	12 fr.
André LAMANDE : L'Espagne écartelée (Portiques)	12 fr.
Amundsen par lui-même (N. R. F.)	15 fr.
S. HELD : La mort du fer (Fayard)	15 fr.
Pierre MAC ORLAN : Le bataillonnaire (A. Michel)	18 fr.

QUESTIONS SOCIALES

J. JAURÈS : Œuvres. II. La paix menacée (1903-1906) (Rieder)	50 fr.
Ernesto DAQUANNO : La révolte de l'artisan (Lie du Dauphin)	12 fr.
Yvonne SCHULTZ : Dans la griffe des jauniers (Plon)	12 fr.
Curzio MALAPARTE : Technique du coup d'Etat (Grasset)	15 fr.
Louis PIERARD : Dans la mine (L'Eglantine, Bruxelles)	6 fr.
Alexis BAEBLER : La rationalisation, épisode de décadence du capita- lisme (Mechelinck)	25 fr.
Dix ans d'organisation internationale du travail (Berger-Levrault)...	24 fr.
J.-T. SUNDERLAND : L'Inde enchainée (Presses Universitaires)	25 fr.
Arthur FEILER : L'expérience du bolchevisme (Documents bleus) (N. R. F.)	15 fr.
Karl MARX : Travail salarié et capital, suivi de Salaires, prix et profits (Editions Sociales Internationales)	12 fr.
MARX & ENGELS : Correspondance. Tome III (Costes)	12 fr.
Marius BOISSON : Les attentats anarchistes sous la troisième Répu- blique (Editions de France)	15 fr.
Raymond RECOULY : L'Angleterre est-elle en décadence ? (Editions de France)	15 fr.
Ad Memoriam Emile Pouget (La Publication Sociale)	2 fr.

Tous ces livres sont adressés FRANCO par la **Librairie du Travail**, contre envoi de la somme correspondante à son compte de chèques-postaux : Paris 43.08.

Tous les Mercredis

Le Cri du Peuple

Hebdomadaire syndicaliste révolutionnaire

organe de l'Indépendance du Syndicalisme et de l'Unité Syndicale

Rédaction et Administration : 123, rue Montmartre, Paris (2^e)

Le numéro : 50 centimes

Abonnements : 6 mois, 10 fr. ; 1 an, 20 fr. — Chèque postal : René Deveaux 525.67
PARIS